

Numéro 180 du 24 septembre 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**



**FRANCE**

**Une nouvelle  
donne pour  
Mitterrand**

**ISRAEL**

**Les élections  
n'ont pas résolu  
la crise  
gouvernementale**



**NICARAGUA**

**Interview de Silvio Prado,  
responsable des relations internationales  
du FSLN pour l'Europe**

Sommaire du numéro 180 du 24 septembre 1984

3	POLOGNE	L'amnistie concédée par Jaruzelski, une victoire de Solidarité	Cyril SMUGA
5	ILE MAURICE	Crise de l'industrie sucrière, mutations politiques et tensions communalistes	Claude GABRIEL
11	ISRAEL	Les élections n'ont pas résolu la crise gouvernementale	Michel WARSCHAWSKI
12	—	La gauche israélienne dans les élections	M. W.
15	FRANCE	Une nouvelle donne pour Mitterrand	Francis SITEL
18	ETAT ESPAGNOL	La gauche révolutionnaire obtient un élu à la direction des Commissions ouvrières	« COMBATE »
21	—	Les nôtres : Andoni Arrizabalaga 1941-1984	« INPRECOR »
22	NICARAGUA	Interview de Silvio Prado, membre de la Direction des relations internationales du FSLN	Propos recueillis par Vincent KERMEL
24	MILITARISATION	Le bilan de la rencontre de Pérouse	Jacqueline ALLIO
27	GRANDE-BRETAGNE	Pas de charbon pour la Grande-Bretagne, victoire pour les mineurs britanniques !	Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale
28	AFRIQUE DU SUD	Nouvelle flambée des luttes des opprimés	Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT**  
**25 NUMÉROS**  
**PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# L'amnistie concédée par Jaruzelski, une victoire de "Solidarnosc"

**D**URANT tout le printemps, la dictature du général Jaruzelski a fait son possible pour convaincre les sept dirigeants nationaux de Solidarité et les quatre militants du KOR (Comité d'autodéfense sociale) de prendre le chemin de l'exil. Elle a employé, pour cela, non seulement les bons soins de la hiérarchie catholique, mais même le secrétaire général de l'ONU. La réponse des onze militants fut de dire « non ». Ils voulaient être jugés ou libérés immédiatement et ne pas devoir quitter la Pologne. Et ils ont finalement gagné. Les procès n'ont pas été menés à terme et les inculpés n'ont pas été mis dans un avion en partance pour l'Occident. Ils ont été libérés après deux ans et demi de détention sans jugement. Les militants de Solidarité considèrent généralement que cette grande victoire est le fruit du succès du boycott des élections municipales du 17 juin, qui a montré au pouvoir bureaucratique qu'il continuait à avoir dix millions d'adversaires, tout en montrant à Solidarité qu'elle comptait dix millions de sympathisants.

Cyril SMUGA

Proclamée finalement le 22 juillet dernier, l'amnistie, qui aura permis la libération de la grande majorité des prisonniers politiques — et en particulier des plus connus d'entre eux à l'exception de Bogdan Lis — a été précédée par de nombreux tiraillements au sein de la bureaucratie polonaise. Les adversaires de l'amnistie dans les allées du pouvoir n'ont pas désarmé jusqu'au dernier moment. Quatre députés sont même allés jusqu'à voter contre cette décision, à la Diète, alors que huit autres s'abstenaient. L'ouverture, une semaine auparavant, du procès du KOR, et celui intenté le 14 juillet au dirigeant de Solidarité Andrzej Slowik, peu avant la fin de sa peine, pour « insultes au commandant de la prison », témoignent du fait que ceux qui au sein de la dictature sont partisans d'accentuer son cours répressif, s'étaient battus jusqu'au bout.

## LES LIMITES DE L'AMNISTIE

La loi d'amnistie elle-même montre bien les méthodes juridiques de la bureaucratie. Le « pardon » qu'elle concède n'est total que pour les bureaucrates de l'équipe d'Edward Gierek, qui devaient être jugés devant le tribunal d'Etat pour les malversations auxquelles ils s'étaient livrés durant la décennie précédente. Quant aux militants de Solidarité, l'amnistie est conditionnelle. Son bénéfice peut être retiré à tous ceux qui, d'ici fin 1986, reprendraient leurs activités militantes. Autant dire que les amnistiés sont tous en liberté provisoire. Comme si cela ne suffisait pas, un certain nombre de délits politiques ne sont pas couverts par l'amnistie. Il s'agit des délits qualifiés de « haute trahison » (cela permet de garder au frais Bogdan Lis, qui était responsable des relations avec les syndicats occidentaux au sein de la direction clandestine de

Solidarité, ainsi que son adjoint Piotr Mierzejewski) ; de « terrorisme » (sept mineurs de Lubin restent emprisonnés sous le motif d'avoir préparé des actions de représailles après les meurtres commis par la milice dans cette ville, le 31 août 1982) ; d'« utilisation de cérémonies religieuses en vue de porter atteinte aux intérêts de l'Etat », si la peine envisagée dépasse deux ans de prison (les deux prêtres poursuivis sous ce chef d'accusation ont cependant été relaxés, le tribunal ayant admis qu'ils méritaient moins de deux ans). Autre chef d'accusation exclu de l'amnistie, celui de l'« utilisation des moyens de l'entreprise en vue d'obtenir un bénéfice matériel », en clair, tirage de tracts sur un matériel d'imprimerie appartenant à l'entreprise. Six ouvriers fondeurs du complexe sidérurgique de Huta Katowice restent emprisonnés en vertu de ce chef d'accusation. Ainsi, au moins une trentaine de militants sont toujours sous les barreaux.

En ce qui concerne les militants clandestins ou émigrés, ils ne pourront bénéficier de l'amnistie qu'à condition de se mettre à table et de « restituer les corps du délit » (machines, fonds syndicaux, etc.) Et encore, la loi stipule que même dans ce cas, ils pourraient être poursuivis plus tard, si de nouveaux éléments (non avoués) concernant leur activité apparaissent. Autant dire que l'amnistie ne les concerne pas. En Pologne, tout le monde se souvient encore des procès intentés à ceux des membres de la résistance qui, sur la foi d'une amnistie semblable, s'étaient rendus après la Seconde Guerre mondiale.

« L'amnistie est en fait une suspension conditionnelle et collective des peines et des poursuites », écrit un hebdomadaire clandestin de Solidarité de Varsovie (1). « La proclamation de l'amnistie est un acte purement tactique de la part des autorités, mais il montre que notre ac-

tivité a imposé au pouvoir une tactique qui affaiblit sa position envers ses alliés », juge pour sa part un bulletin de Silésie (2). La direction de Solidarité de Basse-Silésie proclame : « L'attitude décidée et persévérante de la société a forcé les dirigeants à proclamer l'amnistie. (3) » « L'amnistie n'est qu'une étape de notre lutte », annonce le journal de l'Organisation solidarité combattante (4). Cette appréciation est partagée par la très grande majorité de la presse clandestine. Celle-ci souligne généralement qu'après la gifle reçue lors des élections du 17 juin dernier — boycottées par environ 40 % du corps électoral, le général Jaruzelski n'avait d'autre choix que de lâcher du lest.

L'exigence de la libération des prisonniers politiques est en effet devenue la revendication principale non seulement du mouvement syndical clandestin, mais de très larges couches de la population. Ce thème, populaire y compris parmi ceux qui ne se sont pas engagés dans la lutte active, donnait une audience très large aux structures clandestines de l'opposition. En procédant à la libération de la grande majorité des prisonniers politiques, la dictature a voulu priver ses opposants de cette audience. Jaruzelski admet ainsi, au moins implicitement, l'échec de sa politique de fuite en avant répressive. En effet, malgré une intensification très sensible des arrestations, malgré des peines de plus en plus lourdes prononcées contre les opposants arrêtés, les structures clandestines de Solidarité ne se sont pas affaiblies durant les six premiers mois de l'année. Au contraire, elles se sont montrées capables, notamment à l'occasion de la campagne pour la libération des prisonniers et pour le boycott de la farce électorale du 17 juin, de mobiliser en masse les militants et bien au-delà. Selon les informations parues dans la presse clandestine, rien qu'à Varsovie près de 10 000 personnes ont pris part, le 17 juin, aux opérations de surveillance des urnes, qui ont permis à la direction clandestine d'annoncer très rapidement une estimation du taux de participation. Et des opérations semblables ont été effectuées dans toutes les grandes villes et dans nombre d'autres circonscriptions.

## LA TACTIQUE DU POUVOIR BUREAUCRATIQUE

Nul doute qu'en cédant partiellement sur une revendication importante du mouvement, le gouvernement du général Jaruzelski espère calmer les esprits et obtenir la passivité de ceux qui étaient sensibles avant tout à cette question. Cet acte « humanitaire » — c'est ainsi que la propagande officielle veut le présenter — permettra sans doute également de relancer les tentatives de collaboration avec la hié-

1. Wola, numéro 24, 6 août 1984.

2. Wolny Robotnik, numéro 20, juillet 1984.

3. Z Dnia na Dzień, numéro 28/330, 12 août 1984.

4. Solidarnosc Wlaczàca, numéro 17/84, 12 août 1984.

rarchie catholique et d'exiger de cette dernière qu'elle mette au pas plus efficacement ceux des prêtres qui s'engagent trop ouvertement en faveur de Solidarité. Jaruzelski a sans doute à l'esprit le précédent de l'amnistie proclamée en 1977 par Gierek — qui a conduit à la libération des travailleurs condamnés lors des grèves de 1976 et des militants du KOR —, amnistie qui, pour un an au moins, avait affaibli l'écho social de l'opposition de l'époque. « *Le pouvoir escompte que, bien que l'opposition active en sortira renforcée, l'amnistie permettra peut-être d'endormir une partie de la société. Cela, alors que toutes nos revendications en dehors de l'amnistie restent à réaliser* », écrit un bulletin clandestin de Varsovie (5). La junte aurait d'autant plus besoin d'un tel répit qu'elle s'engage dans une nouvelle attaque contre le niveau de vie des travailleurs.

En effet, et les médias officiels ne le cachent même plus, les résultats économi-

ques des trois dernières années sont désastreux. Malgré une baisse sensible de la consommation, malgré les hausses successives des prix, le marché reste déséquilibré et la production n'a toujours pas, loin de là, retrouvé son niveau de 1980 (année marquée par la grève quasi-générale qui donna naissance à Solidarité). Qui plus est, malgré d'innombrables directives et résolutions de toutes ses instances, la bureaucratie s'est avéré incapable de freiner les investissements ni d'en changer la structure. Le financement des investissements nécessite chaque année plus de 3 000 milliards de zlotys (prix fixes 1982), alors qu'il était planifié de n'en consacrer que 1 000 milliards par an durant la période 1982-1985. De plus, « *90 % des investissements est consacré au développement des moyens de production* » (6), alors que le plan prévoyait la priorité au secteur de la consommation.

Devant l'incapacité, admise aujourd-

d'hui à mi-voix dans la presse officielle, dans laquelle se trouve le gouvernement d'imposer aux différents lobbys industriels la baisse de la part des investissements dans le partage du produit national et la modification de leur structure, la bureaucratie s'oriente aujourd'hui vers une nouvelle ponction de la consommation. Elle voudrait pour cela obtenir l'appui à ses plans d'austérité de la part du FMI (auquel la Pologne voudrait adhérer) et de la hiérarchie catholique. L'amnistie doit également servir de gage de stabilité du régime à ces institutions. Leur éventuel appui aiderait la junte à présenter cette politique d'austérité comme étant la seule possible.

## SOLIDARITÉ TOUJOURS A L'ACTION

Cependant, quels que soient ses projets, les marges de manœuvre de la dictature restent ténues. L'amnistie est perçue par tous en Pologne comme une victoire de Solidarité. Le retour des prisonniers a partout été salué par des rassemblements massifs, et les messes organisées à cette occasion se sont transformées en véritables meetings dans de nombreuses villes. Wladyslaw Frasnyniuk, qui a été durant dix mois, après l'instauration de l'état de guerre, à la tête de l'organisation clandestine de Solidarité de Basse-Silésie, a semé les policiers juste après sa libération et a rencontré le dirigeant clandestin Zbigniew Bujak, avec qui il a signé une déclaration appelant à poursuivre le combat. Lors de son retour à Wrocław, il a été fêté comme un héros national par des milliers de personnes rassemblées au cours d'une messe. La police a brutalement dispersé ce rassemblement. A Varsovie, ce furent 7 000 personnes qui, réunies dans l'église St-Stanislas, ont fêté les militants du KOR et de Solidarité libérés. Ces derniers ont pris la parole au cours de la messe.

Là, où comme à Wrocław, des manifestations ont été organisées par les directions clandestines pour le 31 août (quatrième anniversaire des grèves de Gdansk), elles ont été massives et combatives. Il est à noter que dans cette dernière ville les autorités ont tenté de mettre un frein à la mobilisation, en arrêtant et en condamnant à deux mois de prison Wladyslaw Frasnyniuk et Jozef Piniór, autre dirigeant syndical récemment amnistié, à la suite de la manifestation du 31 août.

De plus, et la presse clandestine est sur ce point unanime, Solidarité ne veut pas, sous prétexte de concession de la part du pouvoir, se voir imposer nulle trêve ou cessez-le-feu. « *L'activité du syndicat doit être développée sous toutes ses formes, à découvert et dans la clandestinité, (...) pour exercer une pression sur le pouvoir et pour la mobilisation des forces de la société, en particulier des forces ou-*

## LES TRAVAILLEURS POLONAIS SOUTIENNENT LES MINEURS BRITANNIQUES

*Nous publions ci-dessous deux nouvelles prises de position en solidarité avec les mineurs britanniques en grève, émanant de syndicalistes polonais.*

Depuis quatre mois, les mineurs britanniques sont en grève contre un programme de fermeture massive des mines pour des raisons économiques. Les mineurs sont menacés de chômage. Le gouvernement a rejeté des solutions de compromis et a eu recours à des méthodes policières sévères contre les grévistes. Des milliers d'entre eux ont été interpellés, des centaines hospitalisés, et l'un d'eux a été tué.

Le gouvernement de la République populaire polonaise, malgré les condamnations hypocrites des activités de la police britannique dans les colonnes de la presse du régime et par ses pseudo-syndicalistes, tire profit de ses exportations de charbon vers la Grande-Bretagne. Il vend pour trois fois rien du charbon qui a été extrait en négligeant scandaleusement les conditions de travail des mineurs, qui sont exploités de façon irresponsable, comme l'est également le bassin houiller. Le travail de forçat du mineur polonais sert à briser la résistance du mineur britannique.

Mineurs britanniques ! Les syndicalistes polonais ont montré leurs vrais sentiments à l'égard des autorités de la République populaire polonaise en boycottant la récente farce électorale. Dans les conditions de terreur actuelles, le mouvement ouvrier polonais n'est pas en état d'entreprendre des actions de solidarité. Mais vous pouvez être certains que, de même que vous avez soutenu notre lutte et la soutenez toujours, nous sommes solidaires de vous. Nous nous opposons vigoureusement à tout emploi de la force contre des travailleurs qui luttent pour leurs droits et pour défendre leurs intérêts.

Vive la solidarité syndicale !

CDN-Glos Wolnego Robotnika, bulletin clandestin  
du Comité ouvrier inter-entreprises de Solidarité (MRKS),  
Varsovie, 26 juin 1984.

Cher Monsieur Scargill,

Depuis des mois, nous-mêmes et des milliers de nos camarades syndicalistes suivons avec anxiété votre lutte pour le droit au travail. Nous savons que, dans sa phase actuelle, votre lutte prend une importance nouvelle, qu'il s'agit en fait d'une lutte pour la survie du mouvement syndical britannique. Nous avons déjà condamné, et nous réitérons avec vigueur notre condamnation de l'exportation de charbon vers la Grande-Bretagne par le régime Jaruzelski. Etant donné que Thatcher s'entend si bien avec Jaruzelski, nous pensons qu'il est temps d'en tirer les leçons. Nous espérons donc qu'au nom de la solidarité ouvrière, vous allez modifier votre attitude négative à l'égard de notre mouvement. Nous vous prions de faire connaître aux mineurs britanniques et à tous les syndicalistes de Grande-Bretagne notre solidarité et notre soutien.

Groupe politique « Robotnik »,  
Rédaction de Robotnik, journal des militants du Comité ouvrier  
inter-entreprises de Solidarité,  
Groupe Emmanuel Goldstein.

« Lettre ouverte » publiée dans Robotnik numéro 68, du 23 juillet 1984.

5. Robotnik, numéro 68, 23 juillet 1984.

6. Zycie Gospodarcze, numéro 48, 27 novembre 1984. Voir également notre dossier dans Inprecor numéro 170 du 2 avril 1984.

# Crise de l'industrie sucrière, mutations politiques et tensions communalistes

rières », écrit l'organe du Comité ouvrier inter-entreprises de Solidarité, de Varsovie (7). « Grâce à l'amnistie, nous pourrions plus aisément lutter pour le pluralisme syndical de manière plus ouverte et plus massive », lit-on dans un autre bulletin de la capitale (8). C'est dans ce cadre que plusieurs dirigeants amnistiés ont proposé publiquement une réunion des membres de la direction nationale de Solidarité élus avant l'instauration de l'état de guerre.

Dans sa déclaration du 23 juillet, la direction clandestine de Solidarité (TKK) écrivait : « Nous ne pourrions arracher nos droits que par la méthode des faits accomplis. Dans les entreprises, nous avons besoin d'un mouvement syndical de plus en plus fort, agissant autant que possible à découvert, mais, comme jusque-là, fondé par nécessité sur des structures clandestines. La TKK considère que les commissions syndicales clandestines des entreprises doivent élargir leur activité et rechercher de nouvelles formes d'activité publique en défense des droits des travailleurs. Une telle activité, appuyée par la diffusion de la presse et des éditions, les groupes de discussion et de formation, élargie par les ententes inter-entreprises, peut permettre la reconstruction complète de notre syndicat. (9) » Les premiers pas sur cette voie ont déjà été faits. A Wrocław, l'ancien dirigeant clandestin de la région, Jozef Pinior, et le dirigeant de la commission syndicale de l'entreprise, Wladyslaw Mekarski, ont effectué peu après leur libération une longue visite dans l'usine Mostostal. Ils ont tenu des assemblées générales dans tous les ateliers, prenant visiblement au dépourvu aussi bien la police que la direction de l'entreprise.

Face à cette orientation de Solidarité, le régime du général Jaruzelski éprouve quelques difficultés. Il ne peut, sous peine de se priver des bénéfices escomptés de l'amnistie, procéder à une répression massive des militants libérés. Il ne peut pas non plus les laisser agir. Il semble avoir opté — comme en témoigne l'arrestation et la condamnation (sans que pour autant le bénéfice de l'amnistie leur soit retiré) de Frasyuniuk et Pinior — pour une guérilla répressive à l'encontre des militants qui agissent à visage découvert : arrestations, perquisitions, condamnations à des peines légères. Cela laisse cependant un large champ à l'action du syndicat. Si l'amnistie ouvre une nouvelle situation en Pologne, elle n'est pas, comme on le voit, un signe de stabilisation. C'est en grande partie de la capacité de Solidarité d'organiser la lutte contre les nouvelles mesures d'austérité que dépendra l'évolution des rapports de forces dans l'année qui vient. ■

Cyril SMUGA,  
7 septembre 1984.

7. *CDN-Glos Wolnego Robotnika*, numéro 80, 20 août 1984.

8. *Wola* numéro 24, 6 août 1984.

9. *Tygodnik Mazowsze*, numéro 95, 26 juillet 1984.

Il faudra qu'une génération souffre pour la suivante », c'est en ces termes que le ministre mauricien des Finances a présenté son récent projet destiné à réduire l'endettement du pays (1). Comme tous ses homologues à travers le monde, le ministre mauricien cherche à donner de la crise internationale une image simplifiée et naïve, réduisant l'affaire à l'effet de mécanismes monétaires quasi surnaturels et ne proposant pour l'avenir immédiat que la « relance de l'effort national ».

Ce genre de discours anesthésiant a pour fonction de dissimuler les véritables facteurs politiques et sociaux qui participent de la crise économique actuelle. La société mauricienne est d'ailleurs un bel exemple de cette imbrication de problèmes, les dix dernières années ayant été le théâtre d'importants bouleversements structurels dont les causes sont aussi bien internes qu'externes.

Les mécanismes de la dépendance intervenant dans la crise de l'industrie sucrière ou dans le développement d'une « zone franche » industrielle ont produit une forte accélération des transformations sociales et politiques. Le cas de l'île Maurice, malgré ses particularités, permet donc à bien des égards de mesurer l'ampleur des dégâts qu'occasionnent dans un pays néo-colonial la crise de l'impérialisme et la gabegie des vieilles classes dominantes.

Claude GABRIEL

L'économie mauricienne, c'est d'abord la canne à sucre. Environ 70 % des devises étrangères proviennent des exportations de ce secteur. Sur une production moyenne annuelle de 616 000 tonnes de sucre, durant les six dernières années, 527 000 ont pu être vendues à un prix préférentiel. Un protocole garantit en effet la vente de 500 000 tonnes à la Communauté économique européenne (CEE), et les Etats-Unis de leur côté achètent 27 000 tonnes à un prix supérieur au cours mondial (2). Ces dispositions ont d'une certaine manière « protégé » l'économie mauricienne, ou du moins garanti la stabilité politique de ce pays durant plus de dix ans. Mais cette protection aura été un cadeau empoisonné. Elle a en effet aussi permis à la grande bourgeoisie sucrière de maintenir l'essentiel de ses profits sans avoir à procéder à d'importants investissements, favorisant ainsi de substantiels transferts de capitaux hors du secteur de l'industrie sucrière.

## LA TYRANNIE DU SUCRE

Cette garantie tarifaire est un bel emballage qui sert en fait à dissimuler un système particulier de dépendance et de contrainte. Un premier élément de ce système tient au fait que c'est la multinationale Tate and Lyle qui dispose du monopole de l'achat et du raffinage, en Grande-Bretagne, des 500 000 tonnes de sucre vendues à la CEE. Cette entreprise, qui est l'un des grands du négoce international, manipule le marché du sucre et brouille ainsi les cartes (3). A la différence du gouvernement mauricien, elle ne détermine pas sa politique sur les quatre ou cinq prochaines années, mais sur le quart

de siècle à venir. C'est ainsi que Tate and Lyle s'emploie dorénavant à trouver des substituts aux sucres de canne et de betterave à partir de la saccharine, mais surtout de nouveaux produits comme le Thaumatin, extrait d'une plante poussant en Afrique de l'Ouest et que l'on dit entre 6 000 et 100 000 fois plus doux que les sucres naturels. Au moment même où Tate and Lyle offre ses services à l'île Maurice, ses laboratoires préparent un véritable sabotage de l'économie de ce pays, et de quelques autres en même temps, fondées aussi sur l'exportation du sucre de canne (4).

Un autre élément de contrainte qui pèse sur l'économie mauricienne se rattache au système des cours mondiaux du sucre. Sur le marché libre, le prix du sucre a atteint, durant le mois de juillet 1984, son plus bas niveau depuis 13 ans. Ceci influe évidemment sur les recettes d'exportation que l'île Maurice peut escompter tirer des 100 000 tonnes de sucre restantes environ, qu'elle vend sur ce marché libre. Mais, pour l'essentiel, cette baisse des cours aura surtout des conséquences à moyen terme pour le maintien même du protocole sucrier avec la CEE et de l'accord de vente avec les Etats-Unis. La baisse des cours ne provient pas seulement de la spéculation du négoce international.

1. *Week-End*, Port-Louis, 15 juillet 1984.

2. Sur la Convention de Lomé, qui lie l'île Maurice à la CEE, se reporter à *Inprecor* numéro 171 du 16 avril 1984. La consommation mauricienne de sucre est d'environ 40 000 tonnes.

3. Pour en savoir plus sur cette multinationale du négoce, voir *Tate and Lyle, géant du sucre*, Philippe Chalmin, éditions Economica, Paris, 1984.

4. « Le sucre en péril », Swaley Kasenally, *le Mauricien*, Port-Louis, 19 juillet 1984.

Celui-ci n'a d'ailleurs jamais intérêt à maintenir trop longtemps les tendances à la baisse (5). La durée de cette dépression des cours tient avant tout à l'existence chronique d'un excédent sucrier mondial qui s'accroît d'année en année. Les réserves mondiales de sucre représenteraient actuellement 37 millions de tonnes, soit 40 % de la consommation mondiale annuelle. Le marché est donc saturé.

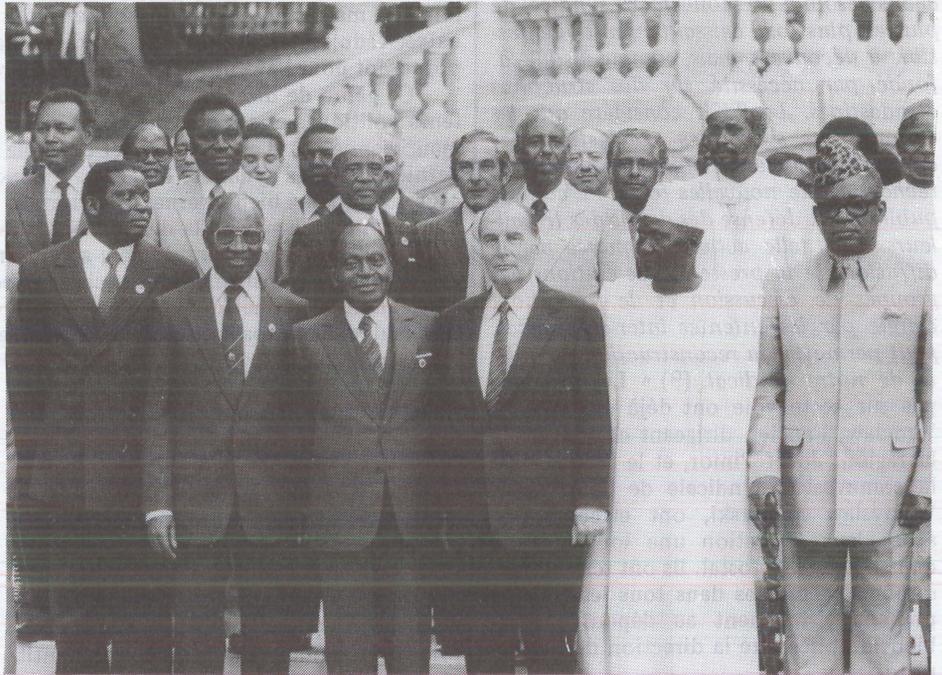
Dans ce contexte, le sucre de canne et le sucre de betterave se concurrencent fortement. Or, de 1969 à 1980, la CEE a augmenté de 50 % sa production betteravière, grâce à l'accroissement de la surface cultivée et de la productivité. Le coût de production y a donc été fortement diminué. Dans un premier temps, cette évolution exerce seulement une pression à la baisse sur les cours du marché libre. Mais, dans un second mouvement, du fait des surplus permanents que cela occasionne, elle pousse à la réduction des importations européennes et américaines de sucre de canne et donc à la renégociation des accords préférentiels passés avec certains pays en ce domaine. L'accord sucrier Maurice-CEE est sur la sellette. Les betteraviers européens aimeraient bien lui torde le cou. La France, pour le moment, joue un rôle modérateur dans ce processus, dans la mesure où elle doit tout à la fois défendre ses gros producteurs betteraviers et protéger, au moins partiellement, la production de sucre de canne dans ses colonies (Antilles et Réunion), car elle y représente un facteur de stabilité de l'ordre colonial.

L'île Maurice se trouve donc à la croisée des chemins en ce qui concerne sa production sucrière. C'est dire, en d'autres termes, que la société mauricienne dans son ensemble est désormais sous la pression d'importantes contradictions liées à la crise de l'industrie sucrière. La canne à sucre mobilise la force de travail de milliers d'ouvriers à l'œuvre dans les plantations et dans les usines appartenant pour l'essentiel à quelques familles de « grands blancs ». Cette production assure aussi le revenu de milliers de familles de petits et moyens planteurs qui possèdent leurs terres. Elle garantit le travail des dockers et elle justifie des milliers d'emplois dans l'industrie et les services. La majorité de la population mauricienne dépend donc, en dernière analyse, des retombées financières de l'exportation du sucre. La crise de cette production provoque par conséquent une aggravation des tensions sociales. Les groupes sociaux antagoniques qui vivent de l'économie sucrière ont de plus en plus tendance à proposer des solutions contradictoires à cette crise. Les gros planteurs indépendants, organisés dans l'Association des planteurs mauriciens (MPA) et la grande bourgeoisie blanche des plantations ne disposent pas des mêmes moyens et ne proposent pas de projets identiques pour résoudre ce problème. De leur côté, les petits planteurs soumis aux aspirations des plus gros au sein de la MPA et le prolétariat agricole pourraient bien, eux aussi à l'avenir, avancer leurs propres revendications en ce domaine.

La crise politique que connaît le pays trouve donc pour une bonne part son origine dans ces contradictions. En 1983 avait été officiellement décidée la mise en place d'une commission d'enquête sur l'industrie sucrière, la commission Avramovic. Ses travaux coûtèrent 2 millions de roupies (1,35 millions de francs) au pays pour aboutir à un rapport insipide et à la formulation de conclusions contradictoires n'avancat aucune proposition pertinente sur les conditions de travail dans ce secteur, la maîtrise des investissements et les nationalisations à proposer (6). En réalité, le gouvernement mauricien et tous les grands partis politiques traditionnels cherchent à dissimuler le

hindous n'envisagent sans doute pas les mêmes solutions que les gros commerçants musulmans, pour peu que chaque groupe puisse défendre ses intérêts respectifs. Les grands partis politiques, qui tous trempent dans les combines communalistes et qui en vivent, ont tout intérêt à cacher cette base matérielle et économique du communalisme, en lui attribuant uniquement des raisons subjectives, religieuses et morales. Et ils ont tout intérêt à réclamer des travailleurs qu'ils leur servent de masse de manoeuvre dans ces luttes inter-bourgeoises.

Or, la situation ne peut aller qu'en s'aggravant. La crise économique internationale imposera dans tous les cas une re-



Le président mauricien était de la photo de famille du sommet franco-africain de 1983. (DR)

lien direct qui existe entre les conflits politiques et la crise de l'économie sucrière. S'il en était publiquement débattu, cela montrerait qu'au sein des classes possédantes les intérêts et les solutions avancées s'organisent suivant des clivages raciaux et communalistes (7). C'est ainsi que la MPA des gros et moyens planteurs est un des lieux privilégiés du communalisme hindou, alors que la grande plantation industrielle conserve son caractère colonial et blanc. Les gros transporteurs

font de ce type de monoculture. Aucun gouvernement bourgeois ne sera capable, à moins d'utiliser la plus extrême violence, de résoudre durablement ces contradictions en évitant des explosions sociales. Seule une véritable réforme agraire prise en charge par un gouvernement s'appuyant sur toutes les classes laborieuses pourrait amorcer une solution sur le long terme aux dépens des couches possédantes, et à commencer celle des grands capitalistes du sucre. Seule une solution de ce

5. Suivant un mécanisme bien connu du système capitaliste, une dépression durable des prix de vente entraîne peu à peu l'arrêt des productions concernées les plus déficitaires. Une contraction de l'offre s'en suit, rétablissant à terme une situation statistique équilibrée avec la demande, ce qui engendre un redressement des cours. Les entreprises de négoce qui spéculent sur cette évolution des cours ont parfois intérêt à provoquer ces reprises de la hausse afin de préserver autant que possible les conditions de la production ou pour toute autre raison due à la manipulation des marchés. Mais d'autres facteurs peuvent venir entraver la reproduction de ces cycles « naturels ». C'est notamment le cas aujourd'hui pour le sucre avec, entre autres, cette surproduction structurelle et permanente.

6. Sur le coût de la commission Avramovic, voir *L'Express*, Port-Louis, du 25 juillet 1983. Sur les conclusions contradictoires des rapporteurs, voir « Report of the commission

of inquiry of the sugar industry » et « Report of J. Manrakan et R. Sithanen », du 26 octobre 1983.

7. Le terme de « communalisme » désigne des formes de regroupement et d'entraide reposant sur des bases ethniques et religieuses. Il sert aussi à dénoncer le clientélisme politique fondé sur les intérêts propres de ces regroupements. Il est directement inspiré de l'exemple indien, dans la mesure où la population de Maurice est approximativement composée de 51,8 % d'hindous (y compris tamouls et télégous), de 16,53 % de musulmans, de 2,91 % de chinois, et de 28,66 % de « population générale », catégorie regroupant les blancs franco-mauriciens et les créoles. Il y aurait environ 50 000 blancs sur une « population générale » de 236 867 personnes. Ces catégories et statistiques sont tirées du recensement officiel. Le communalisme se double parfois aussi d'une concurrence entre castes en milieu hindou.

type, produit d'une victoire révolutionnaire, pourrait desserrer l'emprise de cette tyrannie du sucre.

## L'OBSSESSION DE LA DETTE

A ces difficultés structurelles pour accroître les revenus à l'exportation s'ajoute le problème de l'endettement. Comme dans la plupart des autres pays dominés, l'endettement mauricien provient d'une combinaison de plusieurs facteurs :

— La facture pétrolière, proportionnellement très lourde pour un pays qui ne produit pratiquement aucune énergie et qui, par ailleurs, a mené une politique d'industrialisation dont les retombées financières n'ont pas contrebalancé le coût des dépenses pour les nouveaux besoins énergétiques ainsi créé.

— La hausse du dollar, qui constitue désormais le principal facteur d'aggravation de la dette. 51 % des importations se font en dollars US alors que seulement 21 % des exportations sont facturées dans cette devise. Au moins 60 % des remboursements de la dette se font en dollars, et la majeure partie des intrants des principaux secteurs productifs (fertilisants, ciment, matières premières pour la zone franche) sont importés et payés en dollars (8). Or, un dollar américain, qui valait 5,19 roupies au début de 1979, a dépassé les 14 roupies en juillet 1984 !

— La hausse des taux d'intérêt sur le marché financier international, qui se combine avec la hausse du dollar. Comme bien d'autres pays, l'île Maurice trouve de plus en plus difficilement des prêts de la part d'organismes publics. Elle doit donc s'adresser au marché bancaire pour des prêts en euros, dont les conditions sont généralement plus dures.

La somme due par l'île Maurice reste évidemment très modeste en comparaison de celles des grands pays latino-américains par exemple. Mais l'impact du service de cette dette n'en est pas moins loin d'être négligeable proportionnellement à la taille de l'économie mauricienne. Entre l'exercice financier 1981-1982 et 1983-1984, celui-ci est passé de l'équivalent de 14,7 % des recettes d'exportation à 23,6 %. Selon le ministre des Finances, plus des deux tiers des recettes du sucre serviront, en 1984, à rembourser la dette. Pourtant, confrontés à cette arrogante pression de l'impérialisme, les dirigeants mauriciens n'ont pas d'autre réaction que de se faire les avocats de cette dépendance. « Nous sommes, déclare le ministre des Finances, dans une situation exceptionnelle où nous nous trouvons parmi les rares pays du Tiers-Monde qui payent leurs dettes avec une régularité et un sérieux qui fascinent les institutions internationales. (9) »

Face à ces difficultés et à cette propagande, les masses populaires sont tout simplement conviées à demeurer spectatrices. La presse se fait l'écho des débats entre le gouvernement et l'opposition, mais cette dernière se situe strictement

sur le même terrain que le pouvoir actuel. Le débat entre le ministre des Finances et Paul Bérenger, le leader de l'opposition et dirigeant du Mouvement militant mauricien (MMM), porte sur le meilleur choix entre un rééchelonnement de la dette ou un appel au marché de l'eurodollar. Une telle discussion, sciemment maintenue dans un cadre purement technique, laisse délibérément de côté tous les aspects politiques et sociaux du problème (10). La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) n'ont donc pas eu beaucoup de mal, jusqu'à présent, à imposer leur politique. Tous les grands partis, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, selon les moments, ont au cours de ces trois dernières années surenchéri sur le thème d'un accord à l'amiable avec ces deux institutions impérialistes.

Réduction des dépenses sociales, pression sur les importations par l'augmentation des tarifs douaniers, appel à l'investissement étranger dans les branches exportatrices, etc., voilà ce qui, à Maurice comme ailleurs, constitue une bonne partie de la politique du FMI et de la Banque mondiale, en contre-partie de l'ouverture de lignes de crédit aux pays endettés. Appliqué avec un bel empressement par le gouvernement mauricien, ce programme produit un fort recul du niveau de vie des masses. En quelques semaines, au moment où s'ouvrait un nouveau round de négociations avec la Banque mondiale, le gouvernement réduisait les subsides attribués aux aliments de première nécessité — la farine et le riz —, décidait une augmentation de 20 % des principaux médicaments et de 21 % du ciment. En 1984, le budget de la santé a été diminué de 8,2 %, celui du logement de 49 % et celui de l'éducation de 11,2 %, et l'on parle de plus en plus de la remise en question de l'éducation gratuite. Le fonds d'indemnité du chômage, déjà fort modeste, est réduit de 40 % mais, dans le même temps, le gouvernement injecte près de 100 millions de roupies (67 millions de francs) en faveur de l'aide à l'investissement du secteur privé. Alors que l'on baisse de 1 % les taux d'intérêt, l'ensemble des crédits accordés croît de 15 % en une année. Les augmentations comme celle du ciment sont une bonne occasion pour les gros commerçants spéculateurs de surévaluer leurs stocks, mais cela n'empêche pas le gouvernement de faire la sourde oreille aux revendications d'augmentation de salaire des travailleurs. Comble de la provocation, il va jusqu'à instaurer un abaissement des impôts aux contribuables qui emploient des gens de maison. Mais pour « aider le petit peuple », il se contente pour toute initiative de la création d'un fonds de quelques milliers de roupies en faveur des ... Mauriciens centenaires.

Pour faire passer cette pilule, le régime prétend bien entendu vouloir créer les conditions d'une relance de l'emploi. Il y aurait officiellement 72 000 chômeurs, mais le chiffre réel dépasse probablement les 100 000. Dans un pays de 950 000 habitants, cela est évidemment considérable. Plus que l'inflation, le chômage est un fléau national qui atteint toutes les

familles populaires, et principalement la jeunesse. Cela n'empêche pourtant pas les représentants de la Banque mondiale et du FMI, inspirateurs de cette politique, de plastronner et d'afficher le plus stupide des optimismes. Véritables tuteurs de l'île Maurice aux côtés des représentants des intérêts français et britanniques, ces responsables impérialistes agissent sans vergogne comme les véritables maîtres du pays, distribuant bons et mauvais points à la politique gouvernementale, aux travailleurs et aux patrons.

Toute cette panoplie de mesures proposée par les instances impérialistes et appliquée par les gouvernements successifs ne résoud pourtant en rien la crise structurelle de l'économie mauricienne. Le FMI et la Banque mondiale se contentent en effet de ne proposer que des actions *a posteriori* incapables de remédier aux causes profondes de la crise. Et l'on assiste au même bluff en ce qui concerne la fameuse « zone franche » industrielle de Port-Louis. Créée depuis plus de dix ans, cette zone devait en principe réduire le chômage et favoriser les retombées technologiques. Si quelques milliers d'emplois ont en effet été ainsi créés, cela n'a en rien résolu les problèmes du marché du travail, ne serait-ce qu'en fonction de la pression démographique. Cette forme d'industrialisation commence d'ailleurs à être critiquée sur la scène internationale, et une étude récente de la CNUCED (Conférence sur le commerce et le développement des Nations-Unies) amorce un bilan critique de l'installation de ces zones franches. Après avoir déclaré que le bilan du développement industriel provoqué par ces zones est décevant, le rapport en conclut que « les pays en développement doivent veiller à ne pas donner à leurs zones franches de transformation pour l'exportation une place trop importante dans leurs industries manufacturières. Les zones franches doivent être considérées comme un complément aux autres formes de développement de l'industrie et des exportations » (11).

C'est malheureusement tout le contraire que fait le gouvernement mauricien. La zone franche est devenue une véritable pierre philosophale qui devrait transformer le pays, faire disparaître le chômage, réduire la dépendance envers les ventes de sucre, etc. Le régime prévoit donc un élargissement considérable de cette zone franche et entend attirer, par n'importe quel moyen, tous les patrons étrangers, gros et petits, qui désirent venir s'y installer. D'ores et déjà, la main-d'œuvre majoritairement féminine qui travaille dans les usines de la zone franche est terriblement exploitée. Mais les patrons exercent régulièrement de multiples pressions pour que

8. *L'Express*, Port-Louis, 26 juillet 1984.

9. *Le Mauricien*, 28 juillet 1984.

10. Comme le déclare Paul Bérenger, du MMM, il faudrait se montrer « compétent » afin que l'île Maurice puisse « mériter » auprès du FMI le droit de rééchelonner sa dette. (*Week-End* du 15 juillet 1984).

11. Bulletin de la CNUCED numéro 200 de mars 1984.

les conditions d'exploitation se durcissent encore. Le statut du travail est en effet par définition différent dans les zones franches et dans le reste du pays. Constituée en partie d'industries délocalisées des centres impérialistes du fait de leur vétusté, cette zone franche garantit un taux de profit maximum par l'usage d'une force de travail semi-servile. Le gouvernement mauricien devra donc s'attaquer toujours plus aux travailleurs et travailleuses de ce secteur, s'il veut concurrencer les zones franches installées dans les pays asiatiques. Son problème réside dans le fait que la classe ouvrière mauricienne demeure très turbulente, car même dans la zone franche se déroule actuellement près d'une grève par semaine.

Enfin, l'autre mesure proposée par le pouvoir pour réduire le chômage consiste à favoriser l'émigration et à négocier avec des pays étrangers l'importation de main-d'œuvre mauricienne. Véritable expédient, cette idée a fait long feu. La France et la Grande-Bretagne ayant fermé leurs frontières aux immigrés, le gouvernement mauricien s'est rabattu sur des pays comme le Zimbabwe, l'Arabie Saoudite et, maintenant, le Gabon. En fait, ce ne sont que quelques dizaines de personnes qui ont pu être ainsi expédiées à l'étranger. Le promoteur de cette politique, le très réactionnaire Gaétan Duval du Parti mauricien social-démocrate (PMSD), n'a pourtant pas craint, voilà quelques mois, de promettre par ce biais rien moins que la fin du chômage. Quelle perspicacité ...

### UNE CRISE QUI PROVOQUE DES BOULEVERSEMENTS SOCIAUX

L'Ile Maurice est agitée par une crise politique permanente depuis trois ans. Aux élections législatives de juin 1982, la gauche écrasait les partis réactionnaires du gouvernement sortant par un score sans appel de soixante élus contre zéro. Pourtant, quelques semaines plus tard, la crise s'empara du nouveau gouvernement, qui se divisait en deux blocs. En août 1983, des élections législatives anticipées voient revenir aux affaires les vieux politiciens battus l'année précédente, en coalition cette fois avec une fraction de leurs vainqueurs de l'époque. Mais à peine arrivé au pouvoir, ce bloc se scinde à nouveau, et le Parti travailliste (PT), formation bourgeoise communaliste hindoue, quitte le gouvernement sans éviter pour autant une scission dans ses rangs. L'instabilité politique est donc totale et permanente depuis trois ans. Elle affecte aussi bien les institutions que les partis. Pourtant, depuis 1968, date de l'indépendance, jusqu'à 1982, l'Ile Maurice avait connu une relative stabilité politique, ne serait-ce que par le maintien au pouvoir durant toutes ces années d'une majorité autour du Parti travailliste.

Autre indice de la situation nouvelle, alors que la dernière poussée de communalisme remontait à environ 1973, nous assistons maintenant, dix ans après, à une vive reprise des tensions raciales, même si cela n'a pas atteint le degré des situations d'affrontement que l'on connaît en Inde

ou au Sri Lanka. Sur ce terrain du communalisme politique, tout a été chamboulé en quelques années, preuve supplémentaire que des bouleversements considérables traversent la société mauricienne. Le Parti travailliste, représentant traditionnel du communalisme hindou, ayant déjà donné lieu à la scission qui forma le Parti socialiste mauricien (PSM) il y a quelques années, vient récemment de se fragmenter à nouveau. Le parti qui symbolisait le communalisme musulman, le Parti islamique mauricien (PIM), a disparu de la scène politique, et c'est le Mouvement militant mauricien (MMM) qui s'affiche maintenant comme le grand défenseur des musulmans. Le PMSD de Gaétan Duval, qui se prétendait le parti traditionnel des créoles, a perdu une bonne partie de sa base, etc.

Aucune explication subjective et politique ne peut suffire à expliquer un pareil chambardement du panorama politico-communaliste. C'est la crise économique et ses enjeux qui a accéléré les confrontations entre les différentes cliques bourgeoises. Car lorsque ce que leur laisse l'impérialisme tend à diminuer, le partage de ces miettes devient l'enjeu d'une bataille rangée entre les différentes fractions bourgeoises. La quasi-unanimité nationale du raz-de-marée électoral de juin 1982 a été le fruit de circonstances particulières, et elle a d'ailleurs très rapidement laissé la place à une bataille rangée entre les alliés d'hier. Dans la période actuelle, ce sont les divisions au sein de la bourgeoisie, la crise de l'Etat et des institutions néo-coloniales, et l'instabilité gouvernementale qui constituent des éléments durables.

Durant les élections législatives anticipées d'août 1983, les deux camps en présence se sont fondamentalement affrontés sur la question de l'industrie sucrière. C'est d'ailleurs au cours de cette période que fonctionna la commission Avramovic. La coalition entre le Mouvement socialiste mauricien (MSM), scission du MMM, le PT et le PMSD proposait quelques nationalisations dans la grande industrie sucrière traditionnellement contrôlée par les franco-mauriciens — grandes familles blanches descendantes des colons et des esclavagistes —, et la constitution d'une sorte d'organisme de cogestion Etat-secteur privé dénommé Sugar Authority. De son côté, le MMM voulant maintenir le crédit que Bérenger avait gagné au sein des grands groupes sucriers lorsqu'il était ministre des Finances quelques mois auparavant, ne proposait qu'un organisme de concertation et un apport financier important de l'Etat au secteur privé pour sa modernisation. Tout cela n'avait bien entendu rien de révolutionnaire. Il s'agissait d'un côté, dans le cas de la coalition, de favoriser les intérêts des gros planteurs et transporteurs hindous en réduisant le poids relatif des grands patrons blancs, et de l'autre, dans celui du MMM, de maintenir le cap du réalisme et de la « réconciliation nationale » avec les grands propriétaires, qui avait présidé au ministère Bérenger. Les deux camps bourgeois ne s'y trompèrent d'ail-

leurs pas : les capitalistes hindous aidèrent copieusement la coalition MSM-PT-PMSD et les grands blancs soutinrent discrètement le MMM. Cette campagne électorale ne pouvait dès lors que prendre l'aspect d'une compétition communaliste dans la mesure où venaient s'intégrer à cette polémique les intérêts respectifs des bourgeois tamouls, hindous et créoles ...

En l'absence d'unification des masses laborieuses, tous les partis politiques ont su jusqu'à présent obtenir de la population qu'elle arbitre ces conflits selon son appartenance raciale (12). C'est pourquoi si la classe ouvrière ne parvient pas à reprendre l'offensive et à retrouver sa force des années 1979-1982, cette crise économique et sociale pourrait accentuer la décomposition de la société mauricienne jusqu'à un point où il faudra alors de nombreuses années pour reconstituer la conscience de classe élémentaire des classes laborieuses. Dans la période à venir, des gouvernements d'« union nationale » pourraient certes voir le jour, mais, sortes d'intermèdes anachroniques, ils donneraient immanquablement le jour à de nouvelles divisions et tensions communalistes.

### L'HÉGÉMONIE DE L'IMPÉRIALISME

Mais, au-delà de ces péripéties de la politique parlementaire, il est utile de se demander qui décide fondamentalement de l'avenir de l'Ile Maurice, et quelle part de responsabilités réelles l'impérialisme laisse au gouvernement mauricien. Mis à part le FMI et la Banque mondiale, qui, comme nous l'avons vu, agissent dans les couloirs comme courtiers des intérêts impérialistes en général, ce sont la France et la Grande-Bretagne qui sont les principaux tuteurs de la bourgeoisie mauricienne et qui, à ce titre, sont les véritables dirigeants du pays. Grâce notamment aux ventes de sucre à Tate and Lyle, 50,9 % des exportations mauriciennes se dirigent vers la Grande-Bretagne, plaçant ainsi ce pays en tête des clients. En ce qui concerne les fournisseurs, après Bahrein, qui est le principal exportateur de pétrole vers l'Ile Maurice, c'est la France qui arrive en seconde position, notamment par ses ventes de biens manufacturés et d'équipement. La Grande-Bretagne est en troisième position, juste avant l'Afrique du Sud.

Pour des raisons historiques, l'Ile Maurice reste une proie que se disputent toujours les impérialismes français et britannique (13). Au-delà de cette concurrence économique entre Londres et Paris, qui se règle partiellement au sein des institutions européennes comme, par exem-

12. Cf. « Communalisme, structures sociales et dépendance économique à l'Ile Maurice », C. Gabriel, *Politique africaine* numéro 10, Paris, juin 1983.

13. Ancienne colonie française sous le nom d'Ile de France, elle devient colonie britannique en 1814. L'Ile Maurice n'est toujours pas, à ce jour, une République. Bien que formellement indépendante, l'attachement de l'Ile Maurice à la couronne britannique est symbolisé par l'existence d'un gouverneur général.

ple, la convention de Lomé, les deux capitales impérialistes utilisent tous les mécanismes possibles pour améliorer leurs positions respectives. La Grande-Bretagne a laissé, lors de l'indépendance, des institutions inspirées de ses traditions, et l'anglais est la langue principale de l'administration et de l'appareil judiciaire et législatif. La majorité hindoue, qui forme le gros des rangs des fonctionnaires, est un enjeu linguistique permanent pour y maintenir l'usage courant de l'anglais (14). Constitutionnellement, les candidats à la députation doivent savoir parler l'anglais. Les francophones, de leur côté, ont tiré profit du fait que la grande bourgeoisie sucrière est d'origine française, et se sont appuyés sur le PMSD qui, durant toute une époque, se voulait un parti à base créole. Ainsi, l'impérialisme français chercha-t-il à donner à la petite-bourgeoisie créole une culture francophone. L'Alliance française et la Mauritius British Cultural Association se font une discrète mais sévère concurrence sur le terrain culturel et linguistique. Tout cela produit un véritable gâchis culturel et une importante crise d'identité, tout en multipliant les obstacles au renforcement du caractère national des langues créole et bhojpuri. L'enseignement est l'un des terrains privilégiés de cette confrontation entre les deux impérialismes, et les enseignants mauriciens jonglent comme ils peuvent avec le français, le créole et l'anglais, pour faire assimiler à leurs élèves les programmes scolaires.



Le chargement du sucre en sac avant la mécanisation du vrac. (DR)

L'impérialisme français a su refaire son retard depuis l'époque de l'indépendance de Maurice. Force économique et militaire dominante dans cette région des Grandes Mascareignes, il s'est servi de la colonie réunionnaise voisine comme plaque tournante pour sa politique d'investissement, ainsi que de son réseau de communication et de sa politique commerciale. Admise comme « riveraine de l'océan Indien » par tous les gouvernements de la région, y compris les plus « anti-impérialistes » en parole, comme Madagascar et

les Seychelles, la France coloniale s'insère dans tous les accords commerciaux de cette zone et porte en avant le patronat réunionnais.

Quant à l'Afrique du Sud, elle conserve un poids important dans l'économie mauricienne. En 1983, l'Ile Maurice lui vendait pour 32 millions de francs (environ 22 millions de francs), mais lui achetait pour 449 millions de roupies (300 millions de francs). La culture du thé est liée au bon vouloir sud-africain, qui achète une bonne partie de cette production à un prix supérieur au cours mondial. Le tourisme de luxe est devenu une industrie où les Sud-africains sont presque dominants, plusieurs groupes hôteliers leur ayant été concédés. Ce sont ainsi plus de 20 000 touristes sud-africains qui séjournent chaque année à l'Ile Maurice. Peu à peu les Mauriciens sont habitués à voir leur pays occupé par les Sud-africains, leur présence étant ainsi banalisée. Bien qu'il soit toujours difficile, dans un pays comme celui-là, de justifier ces relations mercantiles avec le régime raciste, le gouvernement a su utiliser dans son propre intérêt le récent accord entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Un journaliste résumait cela par cette candide explication : « *Au moment où Samora Machel et Kenneth Kaunda se sont résignés à serrer la main du Premier ministre sud-africain, au moment où Pieter Botha a pu se faire inviter et a été reçu dans six capitales européennes, au moment où il a sollicité et obtenu une audience du pape Jean-Paul II*

lui-même, l'on admettra que ce n'est pas la fin du monde si une représentation commerciale (mauricienne, ndlr.) est créée en Afrique du Sud. (15) »

#### LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER ET LE BILAN DU MMM

Le MMM a représenté tous les espoirs de la grande masse des travailleurs. Mouvement populaire à la base, il a même symbolisé durant certaines périodes l'unité des classes laborieuses et des petites

gens. Ce fut notamment le cas, en juin 1982, lorsque la victoire électorale a été profondément vécue par les travailleurs comme « leur » victoire. Mais cette unité des masses ne s'est jamais réalisée, en pratique, dans l'organisation et dans les luttes quotidiennes.

La direction du MMM n'a pas cessé, depuis plus de dix ans, d'évoluer vers la droite. Le premier tournant important a été fait en 1976, quand le MMM a pu constituer un important groupe d'élus au Parlement. La pression des institutions et le nouveau rôle ainsi dévolu à cette opposition a accéléré la crise de fonctionnement du parti et sa social-démocratisation. Mais ce sont surtout ces dernières années qui ont fini de modifier le MMM. Non préparée à fournir une analyse matérialiste du communalisme et de la société mauricienne malgré ses références au marxisme, obsédée par la recherche d'une image respectable et technocratique, puis corrompue par le pouvoir, la direction du MMM a précipité, en 1982, la rupture définitive avec les traditions militantes de son passé. Réduite à un appareil qui manipule une base fort peu organisée, la direction du MMM s'est d'abord faite l'apôtre des idées de l'actuel ministre du gouvernement français, Michel Rocard, pour finir par singer dans son vocabulaire comme dans sa pratique la politique mitterrandiste appliquée en France à cette époque.

Le MMM de Paul Bérenger est maintenant à nouveau dans l'opposition. Sa direction a donc repris, pour les besoins du moment, un discours légèrement populiste. Mais on est loin de la phraséologie des années 1970, quand elle dénonçait l'impérialisme et le capitalisme. Le cours actuel du MMM dans l'opposition prouve bien que la politique de défense des intérêts bourgeois qu'il a pratiquée quand il était au gouvernement, n'a pas été une tactique passagère ou une orientation qui lui aurait été imposée. Son attitude actuelle, faite de manœuvres politiciennes et de combinaisons communalistes, confirme bien que ces dernières années ont sanctionné son ultime dégénérescence.

Après sa défaite électorale en 1983, le MMM n'a pu conserver ses amitiés au sein de la grande bourgeoisie sucrière. Quand celle-ci eut obtenu du nouveau gouvernement que l'on renonce aux nationalisations et que l'on vide de son contenu le projet du Sugar Authority, elle trouva somme toute plus rentable de reprendre langue avec les partis au pouvoir plutôt que de soutenir un MMM dans l'opposition. Celui-ci s'est donc vu contraint de mener une double politique : d'un côté, se présenter comme le plus « technicien » et le plus compétent des partis, dans l'attente d'une nouvelle crise gouvernementale et pour servir alors de

14. Deux langues populaires sont en réalité les langues nationales du pays. Tout d'abord, le créole d'étymologie francophone, et le bhojpuri, d'étymologie hindie. L'écrasante majorité de la population parle et comprend le créole.

15. *Mauritius Today*, Port-Louis, 13-19 juillet 1984.



Dockers de Port-Louis. (DR)

planche de salut à la bourgeoisie et, d'un autre côté, apparaît comme le parti qui défend les travailleurs, afin de reconstituer à court terme sa base électorale.

L'avant-garde ouvrière a donc beaucoup de mal à saisir la réalité actuelle du MMM, d'autant que sur toutes les questions d'actualité, celui-ci n'offre finalement aucune véritable alternative à la politique du gouvernement, et cela, ni sur la dette extérieure au sujet de laquelle il se veut le plus respectueux des désirs de l'impérialisme, ni à propos de l'industrie sucrière, pour laquelle il n'a pas changé ses positions technocratiques de 1983. Quant à la question du chômage, le MMM prétend avoir été le meilleur promoteur de la zone franche quand il était aux affaires gouvernementales, et il se fait une gloire d'avoir envoyé plus de Mauriciens travailler à l'étranger que l'actuelle équipe au pouvoir. Toute référence aux luttes anti-impérialistes a été pratiquement abandonnée, et son passage au pouvoir lui a permis d'essaimer un certain nombre de ses agents dans l'administration et les grandes entreprises. C'est par exemple le cas de l'administration du port, où cela apparaît de plus en plus contradictoire avec sa base syndicale traditionnelle chez les dockers.

Les travailleurs avancés ont donc bien du mal à conserver leur confiance envers ce parti. Et c'est cette crise de direction du mouvement ouvrier qui est la première cause du net ralentissement de la combativité ouvrière depuis un an environ et du début de démoralisation qui s'en est suivi. Le mouvement syndical, ombre portée des partis politiques, est des plus divisé et son affaiblissement s'accroît, autant à cause des divisions corporatistes que de son incapacité à stabiliser son implantation dans les entreprises. Le MMM, de son côté, a failli dans sa tâche d'unification du prolétariat mauricien. En se montrant incapable de maintenir une influence réelle dans certaines zones rurales, il a montré qu'il n'était pas vraiment à même de dépasser les coupures communautaires qui divisent la classe ouvrière (16).

Afin de refaire son retard, la direction du MMM vient de s'engager dans une manœuvre politique supplémentaire. Elle prépare en effet dorénavant la constitution d'un front avec le Parti travailliste fraîchement sorti du gouvernement. La direction du MMM avait pris soin, dans un premier temps, de camoufler cette perspective sous la forme d'une large discussion unitaire ouverte à tous les partis de l'opposition, y compris à l'extrême-gauche. Mais cela n'a convaincu personne, d'autant plus que le *Nouveau militant*, organe du MMM, multiplie dans la dernière période les articles faisant l'apologie du PT. Il ne fait donc plus de doute que cet accord est d'ores et déjà scellé dans les coulisses par Bérenger, alors même que le comité central du MMM s'est prononcé contre. Pour beaucoup de militants de base, le morceau va être dur à avaler, car le PT est encore perçu, à juste titre, comme le « symbole de l'histoire néo-coloniale et répressive du pays » (17).

La gauche ouvrière encore capable d'initiatives pour redresser le cours des choses se réduit, pour l'instant, à peu de forces organisées. Il existe une frange combative qui reste sympathisante du MMM tout en étant de plus en plus critique vis-à-vis de Bérenger. Cette couche de militants ne s'engagera à rompre définitivement avec le MMM que si elle trouve une véritable direction de rechange. Or, à l'extérieur du MMM existent seulement deux petites organisations d'extrême-gauche, toutes deux issues du MMM, Lalit et l'Organisation militante des travailleurs avec son Front national anti-souffrance (OMT-FNAS) (18). Cette dernière organisation vient de prendre l'initiative d'une confrontation publique avec le MMM sur la question de l'unité avec le Parti travailliste, en lui opposant la proposition de constituer un front unique de lutte entre les seules organisations se réclamant de la classe ouvrière. Comme l'a déclaré l'un des dirigeants de l'OMT, « la direction du MMM trompe les travailleurs sur son actuelle opposition au régime. Il y a beaucoup de forums de discussion sur la presse ou sur les libertés, mais aucune mobilisation. Les travailleurs sont simple-

ment invités à être les spectateurs de ces forums. Si le MMM revenait au gouvernement, il aurait une politique encore plus à droite qu'en 1982 ».

L'OMT estime donc qu'il faut encore amener la base ouvrière du MMM à effectuer un dernier effort pour tirer le bilan de la politique de la direction et rompre avec elle, car il ne pourrait y avoir de nouveau parti ouvrier disposant d'une sérieuse implantation de masse que si ces centaines de militants et sympathisants sont définitivement gagnés à ce projet.

Mais, au-delà de ces batailles politiques conjoncturelles, la relance du mouvement ouvrier mauricien va dépendre d'initiatives encore beaucoup plus audacieuses. C'est en partie ce que tente l'OMT, avec son front de masse, le FNAS. Dans ce pays où la classe ouvrière industrielle est minoritaire et où les syndicats sont très faibles, il faut pouvoir offrir à toutes et à tous un cadre de lutte unifiant. Il faut pouvoir proposer un lieu d'organisation élémentaire aux jeunes chômeurs, aux femmes, aux petits planteurs, aux pêcheurs, aussi bien qu'aux travailleurs de la zone franche ou aux ouvriers du sucre. L'échec du MMM s'est aussi matérialisé par son incapacité à proposer ce type d'organisation large à des milliers de Mauriciens qui veulent en découdre avec les patrons et les riches sans pour autant s'intégrer pleinement dans une organisation révolutionnaire. Le FNAS poursuit cet objectif, même s'il reste pour le moment une force encore modeste. En offrant dans les quartiers, et demain dans les villages et les usines, un cadre de lutte au-dessus de toutes les divisions syndicales, professionnelles et communalistes, il pourrait alors réussir son pari.

Pour l'OMT-FNAS comme pour le reste de la gauche mauricienne, le moment est donc décisif. Etant donné les bouleversements en cours qui affectent aussi bien la vie économique que la vie sociale et le comportement des partis politiques, il s'agit de bien en saisir toute la portée pour pouvoir en profiter pour rebâtir le mouvement ouvrier et populaire. ■

Claude GABRIEL,  
30 juillet 1984.

16. Le MMM contrôle l'une des fédérations syndicales de l'île, la General Workers Federation (GWF). Celle-ci dispose dans l'industrie sucrière d'un syndicat pour les coupeurs de canne, le SILU, et d'un autre pour les ouvriers d'usine, le UASI, tous deux aujourd'hui très minoritaires. Or, à Maurice, les coupeurs sont majoritairement hindous et les ouvriers majoritairement créoles. L'enjeu du syndicalisme dans ce secteur est d'unifier cette classe ouvrière face aux syndicats communalistes.

17. Lettre ouverte de l'Organisation militante des travailleurs (OMT) au MMM, publiée dans le *Nouveau militant* du 20 juillet 1984.

18. Lalit et l'OMT proviennent du MMM. Ces deux organisations formaient un courant oppositionnel qui se scinda en deux en 1980. La tendance qui forma Lalit quitta le MMM en 1982. Celle qui donna naissance à l'OMT fut exclue du MMM en 1983. Cette dernière organisation se réclame du marxisme révolutionnaire. Cf. à ce sujet *Inprecor* numéro 168 du 5 mars 1984.

## Les élections n'ont pas résolu la crise gouvernementale

**E**N décidant d'organiser des élections législatives anticipées pour le 23 juillet 1984, le Parlement israélien (la Knesset) croyait ouvrir ainsi la voie à une solution de la crise de direction qui traverse l'Etat juif depuis les précédentes consultations électorales de 1981 qui avaient vu la victoire du Likoud. La coalition gouvernementale issue des élections de 1981 ne disposait que d'une majorité des plus limitées. Elle a de plus connu, au fil des mois, de nombreuses défections, et les contradictions entre les diverses composantes de cette majorité gouvernementale ont rapidement créé une situation de paralysie pour tout ce qui concerne la politique intérieure et économique. Sur le Likoud lui-même planait la menace d'une scission, le Parti libéral cherchant à regagner une certaine indépendance face au Herout du Premier ministre sortant Itzhak Shamir et d'Ariel Sharon (1).

Le désastre économique et l'enlisement au Liban laissent supposer un effritement de la base électorale du Likoud, et plusieurs de ses partenaires au sein de la coalition gouvernementale ne cessaient, depuis plusieurs mois, de chercher un

moyen de quitter le bateau du pouvoir, dont le timonier semblait avoir perdu le contrôle.

Du côté de l'opposition travailliste, l'espoir de regagner une majorité et de retrouver des portefeuilles ministériels semblait pouvoir se concrétiser rapidement, à tel point que les trois dirigeants travaillistes, Shimon Pérès, Itzhak Navon et Itzhak Rabin, décidaient de cesser leurs luttes fractionnelles et de se présenter face à la population comme une direction collective homogène.

Les divers sondages d'opinion donnaient d'ailleurs au Parti travailliste une avance de 17 à 23 sièges sur le Likoud, même si, vers la fin de la campagne électorale, l'écart s'était sensiblement réduit (2). Tout semblait donc indiquer que la Knesset issue des élections anticipées du 23 juillet 1984 allait, d'une part, marquer la fin de la parenthèse désastreuse du pouvoir du Likoud et, d'autre part, donner au Parti travailliste une marge de manœuvre dont il ne disposait plus depuis de très nombreuses années. Telle ne fut pourtant pas la signification des résultats électoraux.

Michel WARSCHAWSKI

La déroute puis l'embourbement de l'armée israélienne au Liban à la suite de l'opération « Paix en Galilée » déclenchée en été 1982, les 400 % d'inflation annuelle, l'épuisement des réserves monétaires, etc. (3), les sujets ne manquaient pas au Parti travailliste pour mener une campagne électorale offensive contre les échecs du gouvernement du Likoud. Pourtant, il n'en a rien été. Jamais propagande électorale n'aura été si fade et si timorée. Aucun des sujets brûlants qui préoccupent la population israélienne n'a été abordé par la formation la plus importante de l'opposition pour mobiliser l'électorat contre le Likoud. Les responsables de la propagande travailliste, tout comme ceux qui s'étaient opposés à leur approche de la campagne dans les rangs de la direction travailliste, ont expliqué le ton modéré de la campagne travailliste par deux raisons : d'une part, la volonté de ne pas accentuer le schisme au sein de la population juive, que les élections de 1981 avaient divisée en deux camps ennemis qui n'hésitèrent pas à avoir recours à la violence entre eux, et, d'autre part, le désir de ne pas « effrayer » les déçus du Likoud par la présentation d'une politique trop diamétralement opposée à celle du présent gouvernement. Mais la véritable raison de l'absence d'un débat politique de fond entre le Likoud et les travaillistes réside dans le fait que ces derniers n'avaient aucune politique de rechange sur les problèmes essentiels du pays. Les travaillistes ont ainsi soutenu la guerre du Liban tant qu'elle semblait atteindre ses objectifs. Face aux projets d'annexion pure et simple des territoires arabes occupés, Pérès et Rabin parlent

d'un « compromis territorial » avec la Jordanie, que le roi Hussein lui-même a déjà rejeté depuis belle lurette. Quant aux graves problèmes économiques, tout le monde sait que la « solution travailliste » réside dans une politique d'austérité qu'il eût été suicidaire pour ce parti de défendre ouvertement dans le cadre d'une campagne électorale.

### LE VOTE DE DÉFIANCE CONTRE LES GRANDS

Craignant plus que tout le risque d'une mobilisation populaire contre la politique extérieure ou économique du Likoud, les travaillistes se sont donc contentés de carresser l'électorat dans le sens du poil, en faisant de la surenchère nationaliste et chauvine et de passer des films « rétros » sur l'époque « héroïque » des premières années de la colonisation sioniste. Ce n'est pas de cette manière que l'opposition avait une chance quelconque d'effectuer une percée dans l'électorat du Li-

koud. En fait, elle y a même perdu une partie de son électorat traditionnel.

En effet et contrairement à tous les sondages d'opinion, le bloc travailliste, loin de faire une percée et de s'assurer une majorité électorale confortable, a perdu 2 sièges par rapport à 1981 et obtenu seulement 44 députés sur 120. Le Likoud, qui perd quant à lui 6 sièges, peut néanmoins, contrairement à son adversaire, considérer comme une victoire relative le fait d'avoir conservé 41 élus à la Knesset. Si l'on a donc pu parler d'érosion de l'influence du Likoud à propos de ces élections, il s'avère que celle-ci est des plus limitées et surtout que ce ne sont pas les travaillistes qui en profitent. En d'autres termes, la crise de direction sioniste frappe à la fois le Likoud et les travaillistes, ce qui laisse présager une nouvelle exacerbation de l'instabilité politique qui a caractérisé la situation israélienne au cours des dernières années. Au-delà de cette constatation générale, il s'agit d'analyser maintenant plus en détail la façon

1. Le Herout (Liberté), fondé en 1948 par Menahem Begin, est issu de l'Irgoun Zvai Leoumi (Organisation militaire nationale), organisation sioniste d'extrême-droite qui s'était signalée sous le mandat britannique par des actions terroristes contre les Arabes et les Anglais. Le Herout fait partie du Likoud (Rassemblement), front électorale constitué en septembre 1973 à l'initiative du général Ariel Sharon et composé de divers partis de droite et d'extrême-droite, dont le Parti libéral, le Centre libre et la Liste d'Etat. La coalition travailliste (Maarakh) est composée du Parti travailliste (Mapai) et du Mapam (Parti ouvrier unifié judéo-arabe).

2. Les 120 députés du Parlement israélien (la Knesset) sont élus pour quatre ans au scrutin de liste proportionnel à l'échelon national, selon leur ordre de présentation par les partis.

Le pays tout entier forme une seule circonscription. L'électeur ne met dans l'urne que le nom du parti pour lequel il se prononce. Depuis 1973, les restes sont répartis à la plus forte moyenne. Deux listes ayant conclu un accord d'appartenance peuvent additionner leurs restes pour « sauver » un siège. 26 listes ont brigué cette année les suffrages d'environ 2,6 millions d'électeurs inscrits, et 13 d'entre elles ont remporté 35 sièges sur 120.

3. L'intervention au Liban a coûté 2,5 milliards de dollars (21,5 milliards de francs), soit un dixième de la dette extérieure. En juillet 1984, les réserves en devises étrangères étaient inférieures à l'équivalent de trois mois d'importations de produits essentiels (cf. *le Monde diplomatique*, « Israël ingouvernable ? », septembre 1984).

dont les diverses couches sociales se sont exprimées au cours de ces dernières élections.

Le phénomène le plus significatif est, sans aucun doute, constitué par le fait que l'électorat populaire d'origine orientale, qui avait été à la base de la victoire du Likoud en 1977 et en 1981, est resté fidèle au parti de Shamir et de son adjoint David Levy, un des rares dirigeants politiques israéliens qui viennent de la communauté juive orientale. C'est ce qu'exprimait un habitant d'un des quartiers populaires de Tel Aviv, en déclarant : « *Le Likoud nous a rendu notre honneur. C'est vrai que le gouvernement a fait de graves erreurs, mais je voterai pour lui, car je n'ai aucune alternative. Les travaillistes ? Jamais. Ce sont nos ennemis, ils nous méprisent et veulent nous ramener à une situation où nous serions à nouveau des citoyens de deuxième classe.* (4) » Malgré le silence éloquent de Menahem Begin, l'embourbement israélien au Liban et surtout la crise économique, ces couches populaires d'origine orientale ont continué à voter dans le Likoud, ou plus exactement dans la fraction Herout de ce bloc hétéroclite, leur parti, le parti du « Second Israël » (celui des juifs orientaux, ndlr.).

En ce sens, ces élections ont confirmé ce que les marxistes révolutionnaires affirment depuis maintenant quatre ans, envers et contre une opinion largement répandue au sein des autres formations de gauche, à savoir que la victoire électorale du Likoud en 1977 n'était pas un accident ou une sorte de parenthèse tragique,

comme l'affirmaient d'aucuns, mais l'expression d'un changement structurel profond au sein des masses populaires. Dès lors, les travaillistes n'avaient aucune chance de regagner une influence dans les quartiers populaires et les villes d'immigrants. S'il y a eu un grand transfert de voix du Likoud vers les travaillistes, mais surtout en fait vers des formations bourgeoises indépendantes des deux grandes coalitions dominantes, c'est du côté de l'électorat aisé du Likoud qu'il faut le chercher (5). Une partie de l'électorat de la fraction libérale du Likoud, qui craint la « populace » orientale avec laquelle elle s'était alliée pour mettre à bas l'Etat travailliste, a en effet été effrayée par l'aventurisme politique — la guerre du Liban — et économique des dirigeants du Herout. Mais ce que le Parti travailliste a gagné sur sa droite, il l'a perdu sur sa gauche.

#### POLARISATION ÉLECTORALE ET RENFORCEMENT DE LA DROITE ACTIVISTE

Les voix perdues par les deux grandes formations se sont portées, dans leur grande majorité, vers les franges extrêmes de l'échiquier politique, d'une part vers les partis modérés et libéraux qui se trouvent à la gauche du bloc travailliste, et d'autre part vers les formations activistes qui se trouvent à l'extrême-droite du Likoud. A la veille des élections législatives du 23 juillet, il n'y avait, à la gauche du Parti travailliste à la Knesset, que 4 députés communistes — élus quasiment uni-

quement avec les voix de la population palestinienne possédant la nationalité israélienne (6) — et 3 députés libéraux défendant une politique modérée par rapport à la question palestinienne. A l'issue du dernier scrutin, la représentation des forces à la gauche des travaillistes a presque doublé. En plus des 4 députés du Front démocratique (FD) dirigé par le PC, il y a 2 députés de la Liste progressiste pour la paix (LPP) — regroupement nationaliste palestinien — auquel se sont joints les restes de l'extrême gauche sioniste et a-sioniste (7) — et 6 députés que se partagent deux partis libéraux et modérés, le Shinoui du professeur Amnon Rubinstein et le Mouvement des droits civiques de Shoulamit Aloni. A ceci, il faut encore ajouter plus de 15 000 voix qui se sont portées sur la liste de l'ancien dirigeant travailliste de gauche, Louba Eliav, et qui n'ont pas été suffisantes pour obtenir un élu à la Knesset.

4. *Matzpen*, organe de la LCR, numéro 147, août 1984.

5. Parmi ces formations bourgeoises indépendantes qui ont bénéficié d'une modification du vote de certains électeurs traditionnellement attachés au Likoud, citons le parti Yahad (Ensemble) du général Eizer Weizman, ex-ministre de la Défense du gouvernement Begin, et celui de l'ex-ministre des Finances du gouvernement Begin, Ygal Horowitz, qui obtiennent ensemble 4 députés à la Knesset.

6. A la différence de leurs compatriotes des territoires occupés, les Palestiniens vivant dans l'Etat d'Israël ont la nationalité israélienne, y compris le droit de vote.

7. A-sioniste : courant qui ne veut ni soutenir ni s'opposer au sionisme.

## La gauche israélienne dans les élections

Le développement spectaculaire du mouvement anti-guerre après l'invasion israélienne du Liban en juin 1982 et le processus de radicalisation le traversant, exigeaient des forces de la gauche se situant hors du consensus national qu'elles surmontent leurs divisions pour donner ensemble, à l'occasion de ces élections anticipées, une réponse politique aux milliers d'hommes et de femmes qui avaient rompu, en pratique, avec les partis sionistes et la politique d'union sacrée. Dès l'annonce de la perspective des élections, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section israélienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) et certains militants indépendants du Front démocratique pour la paix et l'égalité appelaient l'ensemble des forces de gauche à constituer une liste électorale autour d'une plate-forme reprenant l'ensemble des revendications de l'aile combative du mouvement contre la guerre et l'occupation, à savoir le retrait immédiat et inconditionnel des forces israéliennes du Liban, la reconnaissance de l'OLP, le soutien à la formation d'un Etat palestinien dans les territoires occupés par Israël, etc. Ces revendications, qui sont le dénominateur commun de toutes les forces de la gauche israélienne et du mouvement national palestinien, pouvaient servir de programme pour un regroupement de l'ensemble des forces de gauche et des forces nationales palestiniennes susceptibles d'attirer les voix des milliers de militants en rupture avec les partis sionistes traditionnels.

L'anticommunisme des uns et la volonté du PC de maintenir à tout prix son hégémonie sur une éventuelle liste

de cette nature firent échouer le projet unitaire, laissant passer une occasion sans précédent pour la gauche d'effectuer ainsi une percée dans l'électorat juif. Une partie non négligeable de cet électorat potentiel s'est en effet reportée, en l'absence de cette alternative unitaire, sur les listes de Shoulamit Aloni et de Louba Eliav. Une fois qu'il devenait évident qu'une liste unitaire n'était pas à l'ordre du jour et que le PC se présenterait de toute façon sous son propre programme dans le cadre du Front démocratique, la LCR s'est attelée à la formation d'une liste regroupant l'ensemble des forces révolutionnaires autour d'un programme clairement antisioniste. En effet, une liste indépendante défendant un simple programme de revendications démocratiques ne pouvait apparaître que comme une manœuvre de division sectaire. Face au programme réformiste du PC, qui voit dans le retrait des territoires occupés la solution au conflit israélo-palestinien, la gauche antisioniste se devait de présenter une alternative programmatique, d'autant plus que des milliers de militants dans le mouvement national et le mouvement antiguerre commencent à comprendre que sans remise en question des bases mêmes du régime et de la société sioniste, la paix et la sécurité ne sont qu'un rêve.

Un projet de programme a pu rapidement être élaboré par la LCR, par l'aile gauche du mouvement des Fils de la terre (Abna Al Balad) et par des militants antisionistes juifs et arabes, et c'est sur la base de ce programme de désionisation de la société israélienne qu'a pu être annoncée la formation d'une liste électorale révolutionnaire antisioniste. Pourtant,

Si l'on fait abstraction de l'électorat palestinien de nationalité israélienne, dont la motivation électorale est très différente de celle de la population juive, on peut affirmer qu'il se dégage une aile significative de l'ex-électorat travailliste, qui a perdu confiance dans la capacité de la direction Pérès-Rabin de mener une politique alternative à celle du Likoud, et qui espère infléchir la politique travailliste sur sa gauche par le renforcement d'un courant indépendant avec des positions plus fermes, au moins en ce qui concerne la défense des droits démocratiques et la lutte contre les « excès » de la politique israélienne d'occupation des territoires arabes. C'est là, à n'en pas douter, un des effets du développement au cours des dernières années, d'un mouvement de masse contre la guerre et l'occupation, dont l'aile marchante du mouvement la Paix maintenant et les éléments les plus modérés du mouvement des soldats de réserve Yesh Gvoul (« Il y a une limite ») ont porté leurs voix vers les partis de Shoulamit Aloni — dont le deuxième candidat était le colonel de réserve Baron, dirigeant prestigieux du mouvement la Paix maintenant — et de Louba Eliav.

Ce phénomène de cristallisation d'un courant à gauche du bloc travailliste se répète, à l'envers, sur la droite du Likoud. Pour des raisons analogues à celles qui ont poussé une partie de l'électorat travailliste à se démarquer sur la gauche, une partie de l'électorat de droite a choisi de s'affirmer d'une façon indépendante tout en continuant à se considérer comme par-

tie prenante du camp national dirigé par le Likoud. « Voter pour le Likoud, c'est voter à la fois pour de bons patriotes et pour les opportunistes du Parti libéral », affirmait ainsi en substance la coalition Tehiya-Tzomet dirigée par le professeur Nééman et l'ancien général en chef Rafaël Eitan, qui précisait : « Voter pour nous, c'est voter 100 % Eretz Israël ("la Terre d'Israël", mot d'ordre de la droite sioniste, ndr.) ». Avec 5 députés pour la Tehiya-Tzomet, 2 députés pour le parti religieux d'extrême-droite Matsad, et un élu pour le groupuscule fasciste du rabbin Meir Kahane (Kach), l'aile activiste de la droite sioniste a fait une percée électorale (8). Ces résultats sont d'autant plus significatifs que parmi les jeunes, et notamment le vote à l'armée, ils reçoivent en moyenne le double de voix par rapport à la moyenne de leur résultat sur l'ensemble de l'électorat.

Colonisation intensive des territoires occupés, fermeté contre la population palestinienne, politique offensive contre les pays arabes, tels sont les axes autour desquels se cristallise la fraction la plus déterminée de l'électorat de droite. Et le soutien public de ces partis d'extrême-droite aux divers réseaux terroristes de colons juifs ne laisse aucun doute quant au sérieux avec lequel il faut prendre leurs déclarations. En ce sens, si l'élection du fasciste Kahane, qui avait fait campagne autour de slogans ouvertement racistes et appelait à l'expulsion des Palestiniens de leur patrie, a secoué l'opinion publique nationale, c'est bien au-delà de Kahane

que se situe le problème, à savoir l'audience grandissante d'un colonialisme ayant un pied dans les structures du pouvoir, dans l'armée et dans l'administration civile et militaire des territoires occupés, et un autre dans des formations paramilitaires et semi-clandestines.

La polarisation grandissante de la vie politique israélienne ne fait que refléter l'impasse de la politique de consensus autour de laquelle le Likoud et les travaillistes sont fondamentalement unis et dont la guerre du Liban a été l'expression la plus flagrante. Face à un mouvement palestinien qui, malgré des revers politiques et militaires sérieux, est un facteur incontournable de la réalité politique du Proche-Orient, la voie est de plus en plus étroite pour la direction de l'Etat d'Israël entre la fuite en avant vers un conflit global et de plus en plus sanglant avec l'ensemble des peuples de la région — avec le prix à payer que cela implique en termes de vies humaines, de baisse du niveau de vie et de militarisation de la société — et un tournant politique radical vers le peuple palestinien et sa lutte de libération nationale ce qui, à terme, signifie la remise en question de l'ensemble du projet sioniste.

8. La liste Tzomet (Carrefour), alliée au parti d'extrême-droite Tehiya (Renaissance) était conduite par le général Rafaël Eytan, ancien chef d'état-major des forces armées, qui avait été blâmé par la commission d'enquête du juge Kahane après les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila au Liban.

au sein du mouvement des Fils de la terre, les pressions nationalistes poussaient à rejoindre une nouvelle formation nationaliste arabe qui s'organisait à Nazareth autour de dirigeants non communistes du Front démocratique qui avaient vu l'heure venir de constituer, pour la première fois en Israël, une organisation nationaliste palestinienne « pure ». Cette nouvelle liste, dans la mesure où elle devait voir le jour, avait des chances de faire une percée réelle au sein de l'électorat palestinien. Après avoir vainement tenté de la mettre hors-la-loi — en vertu du principe selon lequel l'Etat sioniste ne saurait supporter l'existence légale d'un parti national arabe —, la commission électorale israélienne a dû finalement permettre à la Liste progressiste pour la paix (LPP) de se présenter aux élections, surtout du fait de la présence sur cette dernière de personnalités de l'extrême-gauche sioniste et a-sioniste. Une partie non négligeable des militants révolutionnaires palestiniens décidaient dès lors de rejoindre la LPP, mettant ainsi fin au projet d'une liste révolutionnaire en discussion avec la LCR.

Avec l'apparition de la LPP, l'ensemble de la gauche et du mouvement national allait se polariser entre cette dernière et le Front démocratique du PC. Alors que le PC conservait le soutien massif qu'il avait su gagner au sein des masses ouvrières palestiniennes, la LPP gagnait de l'influence au sein de la petite-bourgeoisie palestinienne — fractions modérées et radicales confondues — et attirait nombre de militants juifs qui s'étaient radicalisés dans le cadre du mouvement contre la guerre au Liban, ce qui n'était certainement pas un phénomène insignifiant, car la LPP était présentée par le gouvernement et les médias, à juste titre d'ailleurs, comme l'expression de l'OLP en Israël. Au niveau de leur programme, les deux listes de gauche étaient absolument similaires. Elles représentaient toutes les deux une coalition entre le mouvement national palestinien et la frange la plus radicalisée de la gauche juive, et se revendiquaient aussi tou-

tes les deux ouvertement de l'OLP et de son dirigeant central, Yasser Arafat.

Vu leur programme réformiste (1) et l'insistance mise par les deux listes sur leur soutien à l'existence de l'Etat d'Israël, la LCR ne pouvait rejoindre aucun des deux regroupements électoraux. Elle mena donc une campagne propre, en appelant à voter contre le consensus national, contre la guerre du Liban et l'occupation israélienne, c'est-à-dire à voter au choix pour les deux formations se situant hors du camp sioniste. Cette position, qui a rencontré un certain écho auprès de nombre de militants critiques proches du PC et des divers courants nationalistes, donne aujourd'hui une responsabilité particulière à la LCR dans les initiatives visant à unifier les forces de gauche. En effet, la campagne électorale a donné lieu à des conflits très graves entre les deux listes, qui se sont mutuellement accusées de toutes les trahisons possibles et imaginables. D'un côté, le PC ne pouvait tolérer de perdre le monopole dans le mouvement national — il a même refusé de signer un simple accord de répartition des restes avec la LPP, ce qui lui a coûté des centaines de voix et le départ d'une partie substantielle des juifs radicaux qui le soutenaient au début — et, de l'autre, la LPP, qui est un regroupement très hétérogène, faisant flèche de tout bois dans sa propagande, n'hésita même pas à accuser le PC soit de n'être qu'une organisation « juive », soit, au contraire, un courant extérieur à la réalité israélienne.

Il est donc indispensable de faire cesser ces attaques mutuelles et de construire un front uni de la gauche. C'est là, aujourd'hui, la tâche centrale à laquelle s'attèlent toutes les militantes et tous les militants de la LCR. ■

M.W.

1. Toutes deux ont annoncé, après les élections, qu'elles étaient disposées à soutenir un gouvernement travailliste contre le Likoud.

## LE VOTE DE LA POPULATION PALESTINIENNE D'ISRAËL

Les 700 000 Palestiniens disposant de la nationalité israélienne ne comptent pas pour grand chose pendant les quatre ans qui séparent deux élections législatives normales. Mais, à la veille des campagnes électorales, les états-majors des partis se souviennent alors qu'il y a là un réservoir disponible de suffrages susceptibles de pourvoir, à eux seuls, 12 sièges à la Knesset, ce qui est loin d'être négligeable. Jusqu'en 1977, les deux-tiers de cette population palestinienne votaient soit directement en faveur des formations sionistes, soit pour des partis arabes mis en place par l'administration travailliste. Répression et clientélisme réduisaient de beaucoup les possibilités d'expression nationale palestinienne indépendante. L'interdiction de toute formation politique nationaliste palestinienne faisait du Parti communiste israélien le seul moyen par lequel les Palestiniens disposant de la nationalité israélienne pouvaient exprimer leur rejet de l'oppression nationale dont ils étaient victimes.

L'impact de la lutte de libération nationale palestinienne et des organisations de résistance sur la minorité palestinienne d'Israël s'exprimera avec éclat lors du jour de la grève générale et des mobilisations du Jour de la terre, en mars 1976. Un an plus tard, le Parti communiste israélien met sur pied un Front démocratique pour la paix et l'égalité, regroupant, autour du programme réformiste du PC et sous son hégémonie absolue, une large frange du mouvement national palestinien d'Israël — comprenant à la fois des notables liés auparavant aux partis sionistes et des courants nationalistes fortement influencés par la lutte de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) — et quelques éléments démocratiques juifs. Lors des élections de 1977, c'est la déroute pour les partis sionistes et les collaborateurs, et le Front démocratique dépasse pour la première fois le score de 50 % des voix arabes exprimées.

Mais ce succès électoral, qui n'est que le reflet de la radicalisation de la population palestinienne d'Israël — la « palestination des arabes israéliens » comme l'écrit alors la presse israélienne —, est très vite dilapidé par la bureaucratie du PC, dont les hésitations d'une part, et les manœuvres autoritaires et bureaucratiques de l'autre, provoqueront de multiples défections, sur la droite comme sur la gauche de la ligne officielle. Aux élections de 1981, le Front démocratique perd ainsi plus de 20 % de son électorat et un député, certains de ses électeurs retournant à la politique clientéliste du Parti travailliste et d'autres préférant encore s'abstenir. L'érosion du soutien électoral au Front démocratique s'est poursuivie lors des récentes élections de juillet dernier. Le Front démocratique est parvenu à conserver ses 4 élus, mais est descendu à un résultat inférieur aux 35 % des suffrages exprimés de la population palestinienne. Pourtant, cette fois-ci, les suffrages qui ne se sont pas portés sur les



Manifestation du mouvement pour la paix. (DR)

candidats du Front démocratique n'ont pas été perdus pour le mouvement national palestinien. En effet, une nouvelle liste, composée en grande partie de militants nationalistes modérés et radicaux ayant quitté le Front démocratique au cours des cinq dernières années, gagne deux mandats. Les quelque 37 000 voix provenant de la population palestinienne qui se sont portées sur la liste progressiste pour la paix expriment un courant non négligeable du mouvement national palestinien d'Israël qui rejette l'hégémonie du PC, pour certains de ses membres parce qu'ils sont à la recherche d'une représentation nationale authentique, pour d'autres parce que ce dernier est trop extrémiste à leurs yeux, pour d'autres encore parce qu'au contraire, il ne serait pas suffisamment national et insiste trop sur son patriotisme israélien. Quoi qu'il en soit, ce sont 110 000 suffrages de Palestiniens (52 % du total exprimé) qui se sont portés sur les deux listes non sionistes, celle du Front démocratique et celle de la Liste progressiste pour la paix. Ce résultat confirme le fait que le recul du Front démocratique lors des élections précédentes était plus la conséquence du rejet de la politique du PC que d'un recul de la conscience nationale des Palestiniens d'Israël.

## L'AGGRAVATION DE LA CRISE POLITIQUE

Le match nul entre le Likoud et les travaillistes laisse présager un approfondissement de la crise de direction de l'Etat sioniste. Soit l'une des deux grandes formations parvient à s'octroyer à un prix politique exorbitant le soutien de plusieurs petites formations pour obtenir ainsi une majorité de deux à six sièges à la Knesset, et l'on peut alors s'attendre à la paralysie d'un gouvernement qui englobera des formations aux intérêts contradictoires, soit les deux grands partis décident de s'unir dans un gouvernement d'union nationale et ils choisissent alors ouvertement de ne prendre aucune décision capable ne serait-ce que d'entrouvrir une issue à la crise politique et économique qui sévit actuellement. Les marchan-

dages et les négociations vont bon train et ils se poursuivront encore durant plusieurs semaines (9). Mais, dans les deux cas, de nouvelles élections semblent être, à terme, la seule issue à l'impasse constitutionnelle dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Etat d'Israël. Et se posera alors le problème pour le Likoud et le Parti travailliste de modifier au préalable la loi électorale, afin de réduire leur dépendance par rapport aux petites formations politiques représentées à la Knesset.

La paralysie relative du pouvoir et la polarisation politique exprimée par les résultats électoraux peuvent laisser présager une recrudescence des luttes politiques et sociales en Israël. Mais ceci à la condition expresse que le mouvement national palestinien et l'OLP surmontent la crise qui les traverse aussi et redonnent un nouvel élan à leurs luttes de libération. Car, face au consensus national qui, en dernière analyse, lie dans une même stratégie de guerre et de colonisation les travaillistes, le Likoud et l'extrême-droite activiste, seule une alliance de la gauche israélienne avec un mouvement palestinien combatif et déterminé peut offrir une perspective crédible de victoire. La gauche israélienne serait de peu de poids face à la droite activiste soutenue à des degrés divers par les partis au pouvoir, si elle ne s'appuyait pas sur la mobilisation des masses palestiniennes en Israël même et dans les territoires occupés. Si cette alliance des progressistes juifs et du mouvement palestinien se développe, il sera alors non seulement possible de contrer les bandes fascistes du rabbin Kahane et de la Tehiya, mais encore de donner un nouvel élan à la mobilisation contre l'occupation israélienne des territoires arabes, ce qui accentuera encore plus la crise structurelle qui ronge l'Etat sioniste. ■

Michel WARSCHAWSKI,  
Tel Aviv, 4 août 1984.

9. Après de nombreuses semaines de difficiles négociations, les travaillistes et le Likoud sont tombés d'accord, à la mi-septembre, autour d'une formule gouvernementale d'union nationale et d'alternance des responsabilités de Premier ministre. Cette solution momentanée à la crise de direction de l'Etat sioniste a permis la réintégration d'Ariel Sharon à des fonctions gouvernementales.

## Une nouvelle donne pour François Mitterrand

1984 avait été annoncée comme « l'année difficile » du septennat (1). Le pronostic s'est confirmé. A force d'austérité et de chômage, le pouvoir a découragé une bonne partie des travailleurs et, du coup, la gauche s'est retrouvée nettement minoritaire lors des élections européennes du 17 juin dernier (2).

Une semaine plus tard, une gigantesque manifestation se déroulait à Paris, le 24 juin, sous le drapeau de la défense de l'école privée. Ce fut une démonstration de force de l'opposition de droite susceptible de déstabiliser le gouvernement. Dans ces conditions, la droite pouvait se croire autorisée à discuter de la durée du sursis à accorder aux partis de gauche,

Francis SITEL

Sous la Ve République, les Premiers ministres durent longtemps. Non seulement Pierre Mauroy n'a pas failli à la règle, mais il l'a illustrée avec excès, pour une raison simple : Mauroy, appelé à diriger le gouvernement dès la victoire de Mitterrand en mai 1981, était devenu un symbole, celui de la « continuité » de la politique présidentielle. Tribun populaire, ménagé par le Parti communiste, il apparaissait le mieux à même de préserver le mythe qui voulait que la gauche, avec Mitterrand, tienne ses engagements. Bref, durant trois longues années et trois gouvernements successifs, il a eu la charge de faire avaler beaucoup de couleuvres aux travailleurs et à sa propre majorité.

### UN GOUVERNEMENT MAUROY USÉ JUSQU'À LA CORDE

En effet, derrière les incantations lyriques au « changement » et les appels vibrants au « peuple de gauche », la politique concrète menée par les gouvernements dirigés par Mauroy fut celle de l'austérité, à partir de juin 1982, avec l'adoption du premier plan Delors, dit de « rigueur », celle des expéditions impérialistes au Tchad et au Liban, celle de la recherche d'un compromis avec la hiérarchie catholique sur la question de l'école privée, etc.

Cette politique tournait carrément le dos aux aspirations profondes des travailleurs, telles qu'elles s'étaient exprimées en mai et juin 1981 à travers l'élection de François Mitterrand et d'une majorité socialiste et communiste à l'Assemblée nationale. Elle a trouvé rapidement sa sanction électorale lors des élections municipales de 1983 et des élections européennes de 1984, qui ont vu la gauche mise en échec et gravement minorisée (3). Les scores des partis gouvernementaux à ces élections européennes ont signifié un cinquantième désaveu de leur politique.

Parti socialiste (PS) et Parti communiste (PCF), à la gestion des affaires gouvernementales. Mais c'était là sans compter avec l'habileté politique de François Mitterrand et sous-estimer les marges de manœuvre que lui donnent les institutions antidémocratiques de la Ve République.

En trois coups — l'annonce d'un référendum, l'abandon de la loi Savary sur l'enseignement, et la formation d'un nouveau gouvernement —, Mitterrand est parvenu, non pas à renverser le rapport des forces, mais à bousculer l'échiquier politique. Son ambition est plus vaste : d'ici à 1986, année des élections législatives, il lui faut changer les règles du jeu politique et électoral.



Philippe Herzog, l'économiste du PCF, à la fête de l'Humanité en 1982. (DR)

L'affaiblissement électoral de la gauche est en grande partie le produit d'un phénomène politique de fond, celui du développement de l'abstentionnisme au sein de l'électorat ouvrier (4). Cette abstention ouvrière traduit le refus de nombreux travailleurs et de jeunes de cautionner une politique tournée contre leurs intérêts, en même temps qu'un désarroi réel.

C'est le Parti communiste qui est plus particulièrement touché par ce phénomène. Du coup, il a subi une défaite écrasante. Alors que son objectif était de stabiliser les 15,35 % de voix recueillies par Georges Marchais, son secrétaire général, lors de l'élection présidentielle de 1981, il a été ramené à 11,28 %, à peine plus que le score de la liste fasciste de Le Pen. Une telle déroute a relancé, avec une crédibilité accrue, le thème du « déclin historique » du PCF. Dès lors, la question de sa sortie du gouvernement s'est trouvée

posée avec force, ce résultat catastrophique ne pouvant que donner raison à ceux qui, au sein de sa direction, expliquaient de longue date que le PCF devait se dégager de l'étreinte étouffante que représentait pour lui l'alliance gouvernementale avec le Parti socialiste.

1. Voir *Inprecor* numéro 169 du 19 mars 1984.

2. Cf. la déclaration du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) publiée dans *Inprecor* numéro 177 du 9 juillet 1984.

3. Les listes du PS et du PCF ont totalisé 6 421 000 voix (32,04 %) des suffrages exprimés, contre 8 591 000 voix pour la liste de droite RPR-UDF (42,88 %), et, si on y ajoute les suffrages du Front national d'extrême-droite, un total de plus de 10 millions de voix, soit 53,88 %.

4. 15 860 000 abstentions aux élections européennes, soit 43,30 % de l'électorat, contre 39 % en 1979.

De son côté, le Parti socialiste est certes majoritaire à l'Assemblée, ce qui lui permet de gouverner seul, mais en sachant qu'il ne représente plus que 21 % des électeurs, ce que la droite ne se fera pas faute de lui rappeler régulièrement. De plus, la petite liste constituée par le Parti socialiste unifié (PSU) avec les « Communistes démocrates unitaires », qui voulait se présenter comme une « gauche honnête » mais ne ménageant pas son soutien au gouvernement (auquel le PSU participe), a été totalement laminée, en n'obtenant que 0,72 % des voix. En outre, l'opération centre-gauche téléguidée par Mitterrand, avec la présentation de la liste Entente radicale écologiste (ERE), amalgamant des radicaux de gauche et de droite et des écologistes, a lamentablement échoué (5).

Au lendemain des élections européennes, c'est donc une gauche singulièrement affaiblie qui dut faire face à une droite devenue majoritaire et travaillée par une radicalisation dont témoignait la spectaculaire percée électorale du Front national de Le Pen.

De tels résultats ne pouvaient que sonner le glas du gouvernement Mauroy, qui n'avait que trop duré, et qui, selon une évidence universellement partagée, était bien incapable de préparer l'échéance clé des élections législatives de 1986. Reste que Mauroy était censé s'acquitter d'une dernière mission, celle de solder l'affaire scolaire. Fidèle à la tradition laïque de la gauche socialiste, le candidat Mitterrand avait promis, en 1981, la réalisation d'un « grand service public, unifié et laïc de l'Education nationale » (6). C'était faire sienne la position traditionnelle du Comité national d'action laïque (CNAL) et s'engager à venger la gauche en retirant les lois anti-laïques décidées par la droite tout au long de son règne (7). Mais le président Mitterrand voulut faire de cette question brûlante un symbole de sa politique de compromis. Le ministre de l'Education, Savary, fut donc chargé de négocier avec la hiérarchie catholique l'instauration de nouveaux liens entre les écoles privées et le service public de l'Education nationale.

De reculs en concessions, Savary, soumis à la pression des mobilisations de plus en plus massives des partisans de l'école privée, finit par proposer une loi qui donnait totale satisfaction à la hiérarchie catholique. Mais quelques amendements secondaires de dernière minute, concédés aux députés socialistes, eurent tôt fait de mettre en fureur le camp de l'école privée. Les dirigeants de ce dernier camp abattirent alors leur atout, c'est-à-dire l'organisation d'une gigantesque manifestation nationale à Paris, de l'ordre du million de manifestants, en défense de l'école privée. Une telle mobilisation pour « défendre la liberté scolaire menacée » revenait à accuser Mitterrand et la gauche de volonté liberticide. Rude coup porté au régime, au moment où le Sénat, à majorité de droite, engageait une guérilla constitutionnelle pour bloquer la loi Savary déjà adoptée par l'Assemblée nationale.



Laurent Fabius. (DR)

Ce qui devait être le plus beau fleuron de la politique de compromis de Mitterrand se révéla être, en fait, un redoutable guépier. Le succès de la manifestation de la droite, le 24 juin, au lendemain des élections européennes, constituait une terrible gifle pour Mitterrand et, pour le gouvernement Mauroy, cela représenta le signe d'une fin sans gloire.

## DEUX MANOEUVRES POUR UN VIRAGE

Ce fut alors que Mitterrand décida de monter lui-même en première ligne dans l'affrontement politique pour entreprendre une opération de désengagement, ce que lui permirent les pouvoirs exorbitants que la Constitution de la Ve République confère au chef de l'Etat.

La première manœuvre consista à saisir au bond une proposition malencontreusement mise en avant par l'opposition, celle réclamant de soumettre la question scolaire à un référendum. Arguant que la Constitution ne permettait pas une telle procédure, Mitterrand annonça l'organisation d'un référendum destiné à modifier la Constitution pour lui permettre de recourir au procédé référendaire sur des questions touchant aux « libertés publiques ». Bref, un référendum sur le référendum ! Manœuvre tortueuse mais efficace pour mettre l'opposition en difficulté. Le débat se trouvait en effet déplacé de la question scolaire au problème du référendum, tandis que Mitterrand se lavait de l'accusation de vouloir porter atteinte aux libertés (8). Par là même, il renvoyait en quelque sorte la balle dans le camp de la droite. L'opposition se trouvait ainsi contrainte, si elle acceptait le principe du référendum, de voter « oui » à l'élargissement du cadre référendaire, et si elle en refusait le principe, de rendre impossible un référendum ultérieur sur les libertés, notamment sur l'école, qu'elle avait pourtant elle-même proposé comme un défi.

Finalement, après s'être copieusement torturée l'esprit et entredéchirée pendant un temps, la droite a opté pour une tactique d'obstruction institutionnelle, au cours de laquelle le Sénat, où elle est majoritaire, bloqua la procédure

référendaire demandée par Mitterrand.

Parallèlement, Mitterrand décidait d'abandonner la loi Savary, ce qui revenait, au prix d'un recul spectaculaire, à mettre un terme à l'affaire scolaire, qui avait déchaîné les passions depuis trois ans. Le prix de la double opération présidentielle est donc lourd : le référendum est dans le lac et la loi Savary aux oubliettes, ainsi que toute perspective d'unification du service d'éducation. Mais Mitterrand est ainsi parvenu à dégager la voie pour réaliser ce qui constituait en fait pour lui l'essentiel, à savoir la formation d'un gouvernement — presque — tout neuf.

Du coup — telles sont les subtilités de la vie politique française —, Mauroy pour solde de tout compte, a pu « tomber à gauche », tandis que Fabius faisait ses premiers pas de jeune héraut de la « nouvelle politique » présidentielle.

## LA POLITIQUE MITTERRAND, DEUXIEME ÉPOQUE

Le nouveau « look » gouvernemental, avec Fabius, a pour fonction de mettre en route de nouveaux équilibres politiques et de nouvelles orientations de travail.

La direction du Parti communiste ne s'y est pas trompée, qui a saisi l'occasion pour opérer, sans éclats, son retrait du gouvernement. Qu'importe pour elle que la politique économique du nouveau gouvernement Fabius-Bérégovoy s'inscrive dans l'exacte continuité de celle de Mau-

5. La liste ERE a recueilli 3,31 % des voix, alors qu'elle avait obtenu le statut de « grande liste » et les temps d'antenne correspondants dans les médias audiovisuels.

6. C'était la septième des « 110 propositions » faites par Mitterrand à Evry, le 15 mars 1981 lors de sa campagne électorale.

7. Le CNAL, fondé en 1953, est un cartel des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier ayant pour vocation de lutter contre les lois favorisant l'école privée décidées par la droite, et en défense de l'école publique.

8. Et ce, au prix, au cas où sa proposition se serait concrétisée, d'une aggravation du caractère antidémocratique de la Constitution et d'un renforcement des pouvoirs présidentiels.

roy-Delors (9). Un tel changement gouvernemental était effectivement l'occasion rêvée pour annoncer que la politique du gouvernement n'allant pas dans le sens de la défense des intérêts des travailleurs, le PCF ne saurait en être partie prenante plus longtemps. Croira qui veut à la sincérité d'un tel discours, l'important pour beaucoup de militants communistes étant surtout le soulagement de ne plus avoir à assumer directement une telle politique, qu'elle soit signée Mauroy ou Fabius... Et, étant donnée la situation globale du PCF, il était décisif pour la direction, à la veille du XXVe Congrès, que les militants et les permanents se sentent « soulagés ».

Quelle que soit la discrétion d'abord affichée par le PCF et sa volonté de dramatiser son retrait du gouvernement, le changement est néanmoins d'importance, non pas que la politique du gouvernement s'en trouve substantiellement modifiée, mais parce qu'il témoigne que les équilibres politiques étant d'ores et déjà changés, le champ est ouvert à d'autres modifications encore plus profondes. Et parce que, même si la direction du PCF a d'abord parlé de « *soutien sans participation* » au gouvernement, les conditions sont à présent réunies pour une autre politique, celle de la désunion et des attaques contre le Parti socialiste, ce qui aura pour seul résultat de diviser et démoraleiser un peu plus les travailleurs.

On peut être certains que, pour sa part, le gouvernement Fabius ne manquera pas de fournir aux travailleurs des raisons d'être mécontents de la politique gouvernementale et du Parti socialiste qui la soutient. Fabius se présente, en effet, avec deux mots à la bouche, ceux de « modernisation » et de « rassemblement ».

Le premier signifie l'alignement pur et simple sur les exigences capitalistes. Sous couvert de « modernité » et de « modernisation », il s'agit de contraindre les travailleurs à accepter les impératifs de la compétitivité capitaliste, c'est-à-dire les licenciements, l'aggravation des conditions de travail, la flexibilité des horaires, la remise en cause des acquis sociaux, et la baisse du pouvoir d'achat. Ni plus ni moins ! Cette politique, déjà engagée avec Delors et Fabius, lorsque ce dernier était ministre de l'Industrie, s'était traduite par des dizaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie, les chantiers navals et l'automobile. Avec Fabius comme Premier ministre, elle va se poursuivre et s'aggraver. Elle est assumée ouvertement et avec fierté. Pour Fabius, il ne s'agit plus de renier l'espoir du 10 mai 1981, comme c'était le cas pour Mauroy, il suffit pour lui de n'en plus parler...

Le second maître-mot de Fabius, celui de « rassemblement », témoigne du fait que, dans le projet de Mitterrand, la fonction du gouvernement Fabius est bien de rechercher l'ouverture à droite, c'est-à-dire de parvenir à donner la traduction de la politique menée actuellement en termes d'alliances politiques nouvelles. C'est ce qui se cache derrière un autre mot fétiche, celui de « décrispa-

tion », refrain à la mode cet automne. Il est vrai que Fabius, comme le rappellent de multiples sondages, plaît. Surtout au patronat et à la droite, d'ailleurs ! Ses invitations à des parlementaires de l'opposition à participer à telle ou telle commission gouvernementale sont, aujourd'hui, repoussées poliment. Hier, elles n'auraient suscité que ricanements et sarcasmes, mais nul doute que, demain, elles seront acceptées. Le jeu de la « décrispation » ne séduit encore que des individus au sein de la droite. Les états-majors officiels, eux, se gardent bien d'entrer dans ce piège. Au moment où Le Pen capte la radicalisation de leur électorat, ils n'envisagent pas de baisser la garde et d'adoucir le ton. Jacques Chirac, leader du Rassemblement pour la République (RPR), s'égosille donc à exiger la dissolution de l'Assemblée, l'objectif restant le renversement de la majorité de gauche.

### LES PROBLEMES DE LA DROITE

Il n'empêche que derrière l'arrogance, les faiblesses de l'opposition sont évidentes, ce dont témoignent les divisions de la droite et une « guerre des chefs » qui, dans la perspective des futures élections présidentielles, ne désarme pas. En fait, la droite se heurte à des problèmes difficilement solubles pour elle à l'heure actuelle, et auxquels elle n'est pas en mesure d'apporter de réponses communes.

Le premier de ces problèmes est « l'affaire Le Pen ». Aujourd'hui, la droite est majoritaire, à condition de comptabiliser les voix du Front national. Dans ces conditions, s'accorder avec cette organisation qui fait campagne sur des thèmes racistes et fascistes, ce serait offrir prise à une dénonciation de l'alliance avec des totalitaires et voir une fraction libérale se détacher pour rechercher l'accord avec la social-démocratie. A l'inverse, couper les ponts avec le Front national, ce serait prendre le risque d'être minoritaire et de voir la contagion fasciste prendre de l'ampleur dans les rangs même des partis de la droite classique. Bref, un dilemme que les grands partis bourgeois auront bien du mal à dépasser.

L'autre problème posé à la droite est d'ordre institutionnel, à savoir ce que devrait être, après 1986, l'attitude d'une éventuelle majorité de droite par rapport au Président Mitterrand, dont le mandat n'expire qu'en 1988. Problème qui, outre ses difficultés intrinsèques, est d'autant plus délicat à résoudre que le Président dispose de deux possibilités pour compliquer le jeu.

La première, parfois évoquée, est celle d'un référendum sur la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, qui permettrait de faire coïncider les élections législatives et l'élection présidentielle, voire de précipiter celle-ci. La seconde, d'ores et déjà en préparation, consiste à modifier la loi électorale pour introduire dans la représentation nationale une certaine dose de proportionnalité. Une telle mesure aurait pour conséquence d'assouplir la bipolarisation de la vie politique, qui est la loi du scrutin majoritaire à deux tours tel

qu'il a façonné le fonctionnement parlementaire de la Ve République. Ainsi serait favorisée l'apparition de forces intermédiaires de « centre-gauche » susceptibles d'être les vecteurs d'une ouverture à droite si convoitée.

Il n'empêche que si les cerveaux qui fonctionnent au service de Mitterrand sont si féconds en initiatives possibles pour modifier les règles du jeu politique, c'est parce que le pari est loin d'être gagné. Aujourd'hui, trois années de politique gouvernementale de collaboration de classes pèsent lourd en démoralisation et en affaiblissement des forces ouvrières. Mais, décrispation ou pas, les rapports de forces entre classes tels qu'ils se sont traduits électoralement en 1981 ne sont pas radicalement bouleversés, et bien audacieux serait celui qui conclurait que les conditions sont d'ores et déjà réunies pour une redistribution des cartes politiques.

Cette réalité explique, en dernière analyse, la méfiance des états-majors de la droite devant les manœuvres présidentielles. C'est ce qui doit aussi amener à considérer que, du côté des travailleurs, et, par contre-coup, au sein des partis ouvriers majoritaires, les projets gouvernementaux n'iront pas sans susciter des réactions et se heurter à des obstacles majeurs.

Les commentateurs avertis du *Monde*, journal qui ne ménage pas son soutien à la gauche gouvernementale, pour séduits qu'ils soient par le projet présidentiel, ne manquent d'ailleurs pas d'en souligner les risques. Ainsi, Jean-Marie Colombani écrivait récemment : « *La difficulté supplémentaire est aussi qu'en l'espèce le tryptique nouveau gouvernement - nouvelle politique - nouvelle majorité est incomplet : manque la nouvelle majorité.* (10) » Et, au lendemain de la première émission télévisée à grande audience de Laurent Fabius, un autre rédacteur, François Renard, remarquait : « *Mais une constatation immédiate vient à l'esprit : dans cette "nouvelle donne", qu'est devenue, pour la majorité issue des urnes en mai 1981, le grand espoir qui la soulevait ?* (11) »

Bref, il y a loin du projet à sa réalisation. Derrière le décor des calculs politiques, de profonds mouvements de déstabilisation politique et sociale sont à l'œuvre, dont témoignent, d'un côté, le phénomène de l'abstention, la chute électorale du PCF et la crise généralisée des organisations ouvrières, et de l'autre, la poussée du Front national et la montée du racisme. L'inconnue majeure, en même temps que l'enjeu décisif, est de savoir si la classe ouvrière va intervenir et selon quelles modalités, dans le champ politique, et si elle le fera selon ses méthodes propres, celles de la lutte des classes. ■

Francis SITEL,  
8 septembre 1984.

9. Bérégovoy est ministre de l'Economie et des Finances du nouveau gouvernement, poste auquel il a remplacé Jacques Delors.

10. *Le Monde*, 4 septembre 1984.

11. *Le Monde*, 7 septembre 1984.

# La gauche révolutionnaire obtient un élu à la direction des Commissions ouvrières

Interview de Joaquin Nieto,  
membre de la LCR et de la Commission exécutive des CC.OO

**L**E troisième congrès de la Confédération syndicale des Commissions ouvrières (CCOO), qui s'est déroulé à Madrid à la fin du mois de juin dernier, a vu la ratification d'une orientation de concertation et de « solidarité nationale » ouverte à n'importe quel pacte social avec le patronat et le gouvernement. Mais la droite syndicale, divisée pour l'élection à la commission exécutive entre la liste conduite par le secrétaire général sortant, Marcelino Camacho, d'une part, et celle de Julian Ariza, de l'autre — suivant une ligne de clivage qui recoupe les divergences à l'œuvre au sein du Parti communiste espagnol (PCE) —, a dû néanmoins faire face à une forte opposition de gauche (1). La direction sortante dut d'ailleurs se livrer à une manœuvre scandaleuse pour éviter que les discussions sur l'orientation syndicale ne se reflètent pas trop sur le vote pour l'élection de la commission exécutive, en faisant élire cette instance avant la discussion et le vote sur la résolution d'orientation syndicale. En conséquence, cela provoqua une certaine désaffection parmi les délégués, et seulement la moitié d'entre eux participèrent au vote sur la résolution d'orientation syndicale.

La gauche syndicale, qui a obtenu au total 9 élus sur 50 à la commission exécutive, s'est elle aussi présentée divisée lors de ce congrès. D'une part, derrière la liste conduite par Alfredo Clemente, qui représente les positions du Parti communiste (PC) pro-soviétique d'Ignacio Gallego et défend une orientation syndicale d'opposition aux pactes sociaux et en faveur de l'organisation de la résistance des travailleurs. Cette liste a obtenu 8 élus. D'un autre côté, la liste conduite par Joaquin Nieto, soutenue par les militants et les sympathisants de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) et du Mouvement communiste d'Espagne (MCE), qui a obtenu 27 suffrages et un élu.

« COMBATE » : — Commençons par le bilan que tu tires du troisième congrès des CCOO.

Joaquin NIETO : — L'aspect essentiel du troisième congrès est négatif en rapport à ses résultats. On y a ratifié la politique de solidarité nationale, qui est une chose bien distincte de la solidarité de classe. On y a également ratifié la politique des pactes sociaux avec même, sur cette question, une institutionnalisation des accords interconfédéraux pour la négociation collective. Voilà l'aspect le plus négatif de ce congrès. Il ne nous semble pas que ces décisions aident la Confédération à regagner des adhérents et à s'organiser à la mesure de ce que l'on aurait pu faire si une autre politique avait été adoptée.

Néanmoins, le congrès a eu une série d'aspects positifs, dont le plus important a été de montrer combien cette politique de solidarité nationale était chaque fois un peu plus affaiblie à l'intérieur du syndicat. Il y a de plus en plus de secteurs du syndicat qui, soit la remettent globale-

ment en question, soit remettent en cause les accords interconfédéraux. Les cadres syndicaux hésitent à appréhender, avec l'optimisme qui fut celui de Marcelino Camacho dans son rapport au congrès, une orientation qui a représenté un tel échec dans les faits et qui a affaibli le syndicat.

L'autre facteur positif de ce congrès a été le poids obtenu par la gauche syndicale et, à l'intérieur de celle-ci, l'importance de notre courant qui, jusqu'à présent, était exclu des instances confédérales.

1. La liste dirigée par Marcelino Camacho, qui a obtenu la majorité absolue des suffrages — 500 voix et 26 élus —, représente les positions officielles de la direction actuelle du PCE, celle de Gerardo Iglesias, et défend la stricte continuité d'orientation du syndicat depuis le Pacte de la Moncloa (25 octobre 1977), sous l'appellation de « politique de solidarité nationale ». En ce sens, elle représente l'aile droite des CCOO.

La liste dirigée par Julian Ariza, qui comprend les partisans de la fraction minoritaire du PCE que dirige l'ancien secrétaire général Santiago Carrillo, a obtenu 266 suffrages et 14 élus

L'intervention des militants de la LCR s'est articulée autour de quatre grands amendements aux documents officiels, contenant des critiques à l'orientation de la direction sortante et des propositions alternatives sur les thèmes suivants : pour une alternative de résistance et de solidarité de classe, pour la défense du pouvoir d'achat des salaires, pour la nationalisation des banques en rapport avec le problème des reconversions industrielles et contre l'entrée de l'Etat espagnol dans la CEE. Un accord d'appui mutuel entre le PC, la LCR et le MCE avait été passé pour la défense d'une série d'amendements, ce qui permit à ces derniers d'obtenir chacun entre 20 % et 30 % des voix. Mais les discussions unitaires ne purent néanmoins pas aboutir à la présentation d'une liste unique de la gauche syndicale pour l'élection à la commission exécutive, en raison du refus du PC d'accepter la présence d'un second camarade de la LCR à une place éligible sur leur liste. Ce courant cherche en effet à gagner l'hégémonie sur la gauche syndicale des CCOO et utilise souvent pour cela des procédés inacceptables, ce qui rend difficile l'application de l'orientation unitaire de la LCR à son égard. Ainsi, lors du congrès de la métallurgie des CCOO, une manœuvre organisationnelle de ce courant empêcha l'élection d'un camarade de la LCR à la direction de cette fédération syndicale.

Le camarade Joaquin Nieto, qui a conduit la liste soutenue par la LCR et le MCE et à laquelle il ne manqua qu'une seule voix pour obtenir un second élu, est natif du Pays Basque. Militant de l'ETA VI, puis de l'organisation unifiée LCR-ETA VI, il fut, sous le franquisme, dirigeant des CCOO de la construction en Catalogne. Depuis 1976, il est membre du comité central de la LCR. En 1984, il fut élu à la direction exécutive des CCOO de Catalogne. Nous publions ci-dessous l'interview de bilan du congrès des CCOO qu'il a accordée à *Combate*, hebdomadaire de la LCR, et qui a été publié dans son édition du 10 juillet dernier.

— La présentation de listes séparées pour les candidatures à l'exécutif de la Confédération, et les divergences entre ce que nous pourrions appeler la « ligne Camacho » et la « ligne Ariza », est un des éléments qui a marqué le plus ce congrès. Penses-tu que ce dernier courant essaie de se constituer en alternative au sein des CCOO ?

— Le congrès a assez bien reflété la situation existante. Fondamentalement, le courant de Julian Ariza est d'accord

à la commission exécutive. Ce courant contrôle la Fédération de la métallurgie, la plus importante de la confédération, l'organisation au Pays Basque et d'autres secteurs importants des CCOO, et défend une orientation syndicale se prononçant pour des raisons tactiques contre les pactes sociaux. Car, dans la pratique, ce courant est responsable de décisions très proches de l'orientation de Camacho, comme, par exemple, la signature de l'accord mettant fin à la longue grève de Sagunto (cf. *Inprecor* numéro 174 du 28 mai 1984). Enfin, ce secteur est le plus antidémocratique et le plus répressif de la confédération.



Joaquín Nieto à la tribune du congrès des CCOO. (DR)

avec la politique de solidarité nationale. Mais il y a d'autres problèmes. Ces deux courants reflètent ceux qui existent dans le Parti communiste espagnol (PCE), ceci est très clair. Il y a une bataille pour le contrôle du syndicat et c'est autour de ce problème qu'est apparue le plus clairement la différenciation en listes séparées. Dire qu'il ne s'agit là que d'une « bataille d'appareil » ce serait pourtant simplifier la question, sans aider à la comprendre. Il faut approfondir un peu plus les choses.

Derrière ces luttes d'appareil, il y a des problèmes politiques. La politique de solidarité nationale a été un échec. La conséquence de cet échec, c'est que les uns et les autres réfléchissent à la politique qui devrait être celle du syndicat. Alors que d'aucuns pensent qu'il est nécessaire de s'installer dans cette politique de pacte social, d'autres pensent sans doute qu'il vaut mieux pour l'instant retrouver ses forces, ou que ce n'est pas la politique la plus habile, alors que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) se trouve au gouvernement. Ou bien encore, tout simplement, certains sont-ils plus sensibles à la pression qui existe dans des secteurs chaque fois plus importants du syndicat contre cette orientation et veulent, d'une certaine façon, rester liés à ces secteurs. Julian Ariza se rend compte qu'il existe dans le syndicat le désir de voir se développer une opposition de gauche.

Si les membres du courant Ariza étaient réellement de gauche, s'ils remettraient vraiment en question la politique de solidarité nationale, nous devrions alors nous réjouir et travailler à fond avec eux. Le problème c'est que ce n'est pas le cas. Leur critique des accords interconfédéraux est très faible. Par exemple, ils critiquent les graves conséquences de l'AI pour les négociations collectives, mais ils ne se rendent pas compte que celles de l'ANE furent bien pires, ou pour le moins identiques (2). Pour résumer, ce courant exprime quelque chose qui se passe dans

le syndicat mais en restant fidèle à la politique traditionnelle, et on ne peut pas s'attendre à ce qu'il prenne la tête d'un tournant à gauche des CCOO.

— Néanmoins, il n'y a pas eu non plus de candidature unitaire de toute la gauche syndicale. Pourquoi ?

— Il y avait une certaine logique à ce que la gauche syndicale soit unie dans une même liste lors de ce congrès, car cette opposition a travaillé ensemble dans le syndicat et doit continuer à le faire. De plus, il aurait été bon que l'ensemble des syndiqués voie une opposition forte et unie. Mais ceci n'est qu'un aspect du problème. Il y en a d'autres ...

Dans cette opposition de gauche, tout le monde compte. Depuis un certain temps nous formons, quant à nous, une opposition de gauche relativement importante. Nous avons beaucoup contribué à la réflexion qu'ont ensuite menée des camarades comme ceux qui se sont présentés sur la liste d'Alfredo Clemente. Nous avons donc une place au sein de cette opposition. Et cette place, je ne dis pas qu'on nous la refuse, mais on attend plus ou moins que nous apparaissions comme de simples soutiens à l'opposition de gauche que représente le secteur regroupé autour d'Alfredo Clemente. Bien évidemment, nous appuyons ce courant, mais nous ne sommes pas qu'un secteur d'appoint. Voilà le problème fondamental, qui s'est concrétisé sur le terrain organisationnel par les divergences que nous avons eues (pour la constitution d'une liste unique, ndlr.) Nous avons eu beaucoup de congrès syndicaux où cette unité s'est réalisée, où cela s'est très bien passé et où nous avons obtenus d'excellents résultats. Nous en avons connu d'autres où, malheureusement, cette unité ne fut pas possible. Dans d'autres congrès, où nous sommes apparus unis, cette unité s'est faite sur la base de notre renoncement à être

totallement partie prenante de cette opposition, nous cantonnant à être ceux qui se contentent d'apporter leur appui à d'autres courants, comme ce fut le cas lors du congrès de la métallurgie des CCOO. On ne peut poursuivre dans cette orientation. Pour qu'il y ait une véritable base d'unité de la gauche syndicale, il faut qu'il soit bien clair que nous en sommes tous partie intégrante.

D'autre part, au sein de cette gauche syndicale, il y a beaucoup de convergences, mais il y a également des divergences importantes, des façons différentes de comprendre les choses. Par exemple, sur la question des pactes sociaux, il y a toujours des points de vue différents. Alors que nous pensons, qu'à cause de la nouvelle situation offensive, la bourgeoisie et le patronat vont rechercher l'adoption de pactes comme celui de la Moncloa, pactes sociaux dont l'objectif est d'empêcher la mobilisation, d'autres sont ouverts à la possibilité d'arriver à de tels accords. Sur d'autres points, comme la démocratie dans le syndicat ou sur le terrain organisationnel, nous avons aussi des opinions différentes. C'est d'ailleurs logique. L'opposition syndicale ne peut être monolithique. Elle est hétérogène, non seulement parce que des forces politiques différentes y coexistent, mais également parce que l'opposition syndicale que nous devons organiser ne peut être monopolisée par un seul secteur.

2. Les organisations syndicales adoptent annuellement des accords salariaux avec les dirigeants patronaux, qui portent des noms différents d'année en année : l'Accord cadre interconfédéral (AMI) de 1979 et 1980, signé par l'Union générale des travailleurs (UGT), l'Accord national sur l'emploi (ANE) de juin 1981, signé par l'UGT et les CCOO, et l'Accord interconfédéral (AI), signé en janvier 1983 par l'UGT et les CCOO. Alors que l'inflation était estimée à 14 %, cet accord ne prévoyait qu'une fourchette d'augmentation salariale allant de 9,5 % à 11,5 %.

## LES NOTRES Andoni Arrizabalaga 1941-1984

— Quelles répercussions peut avoir dans l'avenir pour l'opposition syndicale le fait de ne pas avoir été unis lors de ce congrès ?

— Il est évident que si nous avions été unis, le cadre de notre collaboration aurait progressé. Nous n'avons pas réalisé l'unité, mais cela n'empêche rien pour l'avenir. Ce serait une erreur si ces camarades pensaient l'inverse. Car, maintenant, ce processus où nous avons eu des frictions organisationnelles est terminé. Ce qui reste, c'est le terrain de l'action syndicale, et là, nous avons beaucoup de convergences. Nous devons nous mettre d'accord sur ce terrain — et je suis sûr que nous y parviendrons —, car ils ont besoin, et le syndicat a besoin, et une forte opposition aussi à besoin, que nous soyons tous unis. (...)

Nous abordons un terrain favorable. Ce serait très négatif s'il y avait une attitude sectaire — de notre part, il n'y en aura d'ailleurs pas — dans les endroits où il y a eu des problèmes de listes, et si nous ne nous mettions pas d'accord sur des thèmes où nous avons beaucoup de convergences pour mener la lutte dans les usines et à l'intérieur du syndicat.

— Et que penses-tu de l'unité avec l'organisation du Mouvement communiste d'Espagne (MCE) ?

— Nous avons beaucoup avancé ces derniers temps sur l'unité avec les camarades du MCE, lors du congrès des CCOO de Catalogne et ailleurs. Cette unité peut s'amplifier. Il est évident que nos points d'accord sont plus solides, que nous avons une expérience, des problèmes et des orientations similaires à l'intérieur des CCOO, mais il en va autrement lorsque le MCE se trouve hors du syndicat. Là, l'unité que nous devons rechercher prend des formes différentes, qui ne sont pas aussi faciles et aussi naturelles que dans les Commissions ouvrières.

— Il est clair que, dans l'action syndicale comme dans la vie quotidienne du syndicat, nous disposons d'une présence non négligeable. Nous sommes maintenant présents à la direction des CCOO. Que peuvent faire des révolutionnaires à ce poste ?

— Tout d'abord, le fait d'avoir obtenu un poste à l'exécutif des CCOO signifie que notre force à l'intérieur du syndicat ne s'est pas affaiblie. Si nous examinons le nombre de délégués que nous avons lors du précédent congrès confédéral et celui que nous avons eu lors de ce dernier congrès, nous pouvons dire que nous nous sommes renforcés. Et ceci est important, car ces dernières années n'ont pas été faciles pour l'intervention des révolutionnaires dans les CCOO. Elles ont même été très dures, d'abord parce que la situation a été très difficile pour les Commissions ouvrières elles-mêmes, et ensuite, parce que la modération du syndicat a été de pair avec une dégradation de la démocratie syndicale.

Notre camarade Andoni Arrizabalaga a trouvé la mort, le premier jour d'août, à l'âge de 43 ans, dans l'escalade du couloir du Mont-Blanc du Tacul.

Le 27 octobre 1969, Andoni avait été condamné à mort par le conseil de guerre de Burgos, et deux de ses camarades, natifs comme lui de Ondarroa, au Pays Basque, étaient condamnés à 25 ans de détention. La sentence insistait sur le fait que les trois accusés s'étaient exprimés « dans un langage inconnu », c'est-à-dire en euskera. La peine de mort d'Andoni fut ensuite commuée en détention à perpétuité par le chef d'Etat. La grève fut générale à Ondarroa et dans les zones industrielles d'Euskadi, à l'annonce de cette sentence.

Andoni avait commencé son action politique en 1963 comme militant de l'ETA. Dès 1964, il était arrêté une première fois, torturé et incarcéré à la prison de Larrinaga, avec les mains quasi paralysées. Libéré, il participe dans les années suivantes à toutes les activités culturelles et aux mobilisations démocratiques contre l'oppression du peuple basque par la dictature, en même temps qu'il commence à intervenir comme militant ouvrier dans l'entreprise d'Elgoibar où il travaille. En 1966, il est élu délégué syndical. La même année, il participe comme représentant d'Elgoibar à une assemblée qui jette les bases de la constitution des commissions ouvrières du Guipuzcoa.

En 1968, il est arrêté une seconde fois après l'exécution par l'ETA du tortionnaire Meliton Manzanos. Andoni est longuement torturé à nouveau. Mis en liberté provisoire cinq mois plus tard, il est à nouveau détenu et condamné à mort en 1969. Il va passer sept années en prison, d'abord à Puerto Santa Maria, pendant deux ans et demi, puis à Ségovie, et enfin de nouveau à Puerto Santa Maria, où il est transféré après la découverte d'un projet d'évasion à Ségovie, en 1975.

C'est donc en prison qu'il prend position en faveur de l'ETA-Sixième assemblée, qui évolue alors vers des positions internationalistes et rejoindra la IVe Internationale en 1972, en fusionnant avec la Ligue communiste révolutionnaire. Pour lui, la lutte continue en prison. Il participe activement à l'organisation des prisonniers politiques et à plusieurs grèves de la faim. Cette résistance lui a valu, sur ses 7 années de détention, 450 jours de cachot, soit un an et demi !

Libéré en 1977 après la mort de Franco, Andoni Arrizabalaga est toujours resté un militant actif et inébranlable de son organisation, la LCR-LKI, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol. Discret, presque silencieux, Andoni avait une haute stature morale. Il illustrait une génération qui avait su jeter un pont entre la révolte de la jeunesse basque contre l'oppression et la lutte du mouvement ouvrier pour le socialisme. Internationaliste convaincu, il avait dû subir, après ses longues épreuves, les accusations de ceux qui le traitaient d'« espagnoliste » pour avoir su élargir la revendication nationale à la lutte pour l'émancipation sociale.

Parce que profondément aimé et respecté à Ondarroa et à Elgoibar, ses obsèques dans son village natal ont été marquées par un hommage unanime. Les maisons étaient couvertes d'ikurinas (drapeau basque). José Iriarte « Bikila » a salué sa mémoire en euskera au nom de la direction de la LCR-LKI. Jon Echave, ancien prêtre et militant de la LKI, lui a apporté le salut de ses anciens camarades de détention. Sabino Arana, lui aussi militant de la LKI, qui fut dans les années 1970 le plus ancien prisonnier de l'ETA, a lu devant son cercueil le télégramme du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, qui déclarait : « C'est du fond de sa prison qu'Andoni est devenu notre camarade. Il fut d'abord pour nous un nom sans visage, un symbole. Il représentait la résistance inébranlable à la dictature franquiste. Il illustrait une génération de militants révolutionnaires basques que la lutte intransigeante contre l'oppression nationale a conduit à l'internationalisme prolétarien. Camarade inconnu, il nous était pourtant devenu familier et cher au fil des campagnes de solidarité contre la répression. Sa fidélité à notre combat, quand d'autres cédaient à la déception ou au désenchantement, a renforcé le lien qui nous unit. C'est pourquoi sa disparition touche si profondément tous ses amis lointains. En leur nom, nous rendons non seulement un dernier hommage internationaliste au militant, mais aussi un témoignage de respect et d'affection au camarade. »

Le risque a été sa mort, mais surtout, le risque a été sa vie. Andoni disait qu'il avait deux montagnes, celle de pierres et de rochers, et celle de la révolution. ■

Durant toutes ces années, beaucoup ont pu penser qu'il ne valait pas la peine de militer dans les CCOO et que l'effort exigé n'était pas, dirions-nous, rentable. Ce que nous avons démontré, c'est que même dans des temps difficiles, si l'on intervient avec un but, en regardant vers le futur, on peut parvenir à augmenter son audience, car il y a une plus grande réceptivité à nos propositions dans le syndicat, et nous disposons d'une autorité due à l'ancienneté de notre activité.

Il faut comprendre qu'on ne nous perçoit pas uniquement par le nombre de délégués dont nous disposons au congrès, mais aussi à travers le travail que nous faisons dans les usines, là où des gens qui pensent comme nous dirigent des sections syndicales, des comités d'entreprise, avec la pleine confiance des travailleurs. En définitive, je crois qu'avoir obtenu un siège à l'exécutif confédéral, cela signifie que nous ne sommes pas un courant à vocation minoritaire, mais une force qui veut

s'élargir et peser plus lourd à l'intérieur du syndicat.

De toute façon, je pense qu'il ne faut pas mythifier. En fin de compte, les comités exécutifs sont des organismes quasi-parlementaires, et l'instance où se décide la vie quotidienne du syndicat, c'est le secrétariat. D'autre part, l'on ne peut pas faire beaucoup de travail dans un exécutif où l'on n'a qu'un seul membre.

— Quel sens a donc ta présence à l'exécutif confédéral ?

— Tout d'abord, nous appartenons au syndicat, comme n'importe quel courant. Et, en ce sens, être présent dans l'instance où se décident les lignes de force de l'action du syndicat est important. Non seulement pour exprimer notre opinion — dont nous verrons plus loin les incidences —, mais aussi pour avoir plus de relations et de connaissances sur ce qui se passe dans un syndicat où il y a pas mal de gens travaillant sur des positions comme celles que nous avons décrit auparavant.

D'un autre côté, tous les camarades qui interviennent dans les différentes fédérations et les régions pourront compter sur un meilleur appui à leur action. C'est important. Je disais plus haut que cette intervention est difficile, patiente. Il est donc bon que ces camarades soient épaulés le plus possible, comme il est bon et logique qu'ils se sentent représentés à la direction confédérale du syndicat. Je crois que c'est cela qui est important, et non pas tant ce que peut faire un seul militant perdu parmi les cinquante membres de la commission exécutive.

Autre chose est ce que l'on peut faire unitairement — et il faut le faire — à la commission exécutive, au conseil fédéral et dans toutes les instances avec les camarades de la liste Clemente, car ensemble nous formons une minorité significative, même si, je le répète, on ne peut exagérer l'importance de notre présence à l'exécutif.

— L'un des traits les plus positifs de ce congrès a été le degré de démocratie, de transparence existant dans les CCOO. Cependant, cela reflète des aspects très contradictoires au sein du syndicat, n'est-ce pas ?

— Les CCOO ont des traits fortement démocratiques, qui sont la conquête de notre syndicat et de son histoire, comme de la force traditionnelle des secteurs de gauche, du vaste mouvement unitaire et du besoin de démocratie avec lesquels ont été construites les Commissions ouvrières. S'y ajoute, par bonheur, le fait que dès le début ait été choisie la forme la mieux adaptée pour représenter les différentes positions, c'est-à-dire la représentation proportionnelle. Si, aujourd'hui, il devait se construire un nouveau syndicat, je ne sais pas ce qui se passerait, mais, évidemment, ce ne serait pas la même chose.

S'il est certain que ces acquis démocratiques sont maintenus — et il ne faut

pas en sous-estimer l'importance —, il faut néanmoins constater la régression opérée dans le syndicat, même sur la question de la proportionnelle. En Euskadi, il faut par exemple obtenir 20 % des voix pour avoir des élus, et c'est pareil dans la Fédération de la métallurgie. Heureusement, le congrès confédéral n'a pas adopté un amendement visant à mettre la barre plus haut. C'est une disposition qui, précisément, permet l'expression des courants, quand il y a des affrontements importants à l'intérieur de l'appareil syndical, mais pas celle des positions qui peuvent venir d'ailleurs. Cette détérioration de la situation interne provient fondamentalement de la politique syndicale. Si tu préfères, quand un syndicat mobilise les gens, ce qu'il veut, c'est regrouper le maximum d'efforts, de volontés, de propositions. Ce syndicat est obligé de s'ouvrir et d'être démocratique. C'est ce qui se passait avant. Mais un syndicat qui devient modéré déclare qu'il faut réduire les salaires, refuse les mobilisations qu'il ne contrôle pas, restreint sa combativité, et réduira alors automatiquement sa démocratie dans le même temps, car la participation massive des syndiqués ne l'intéresse plus. Alors, la démocratie encaisse des coups. Et un syndicat où la participation des travailleurs est réduite, aboutit rapidement au seul fonctionnement de ses instances de direction, alors qu'auparavant, il avait une vie très riche.

Dans les Commissions ouvrières, à côté des acquis démocratiques dont on fait beaucoup de cas publiquement, il y a de nombreux signes inverses qui sont aussi, sinon plus importants. Des sanctions et des exclusions individuelles ont été fréquemment prononcées ces dernières années. Il y a d'autres types de mesures bureaucratiques, comme les dissolutions de structures et les exclusions collectives, qui remettent en cause le caractère démocratique du syndicat. Ce dernier exemple touche à quelque chose d'encore plus important que la proportionnelle, puisqu'il s'agit d'empêcher la possibilité que des positions minoritaires dans l'ensemble de la confédération puissent obtenir la majorité dans des secteurs importants du syndicat et puissent bénéficier de l'autonomie pour, avec l'appui des travailleurs et des syndiqués, montrer la justesse de leur orientation.

— Dans ta présentation de ta candidature au congrès, tu déclarais entre autres que le syndicat devait savoir gagner les jeunes, les femmes, les chômeurs, etc. (3) Tu penses que les Commissions ouvrières sont une organisation attractive pour ces secteurs ?

— Quand on discute autour de la question de savoir pourquoi les jeunes, les femmes, les chômeurs ne sont pas dans le syndicat, on commet souvent deux types d'erreurs. La première consiste à croire que cette situation serait due aux conditions objectives, parce qu'il y a peu de jeunes qui travaillent et chaque fois moins de femmes, que les chômeurs sont très atomisés, etc. La seconde serait de ne poser le problème que sous son aspect orga-

nisationnel, si l'on peut dire. Alors que la véritable question, c'est la combinaison de ces deux facteurs avec une question d'orientation.

Il est sûr qu'il y a peu de jeunes qui travaillent, et cela rend très difficile leur syndicalisation, que les chômeurs sont très dispersés, que la situation des femmes dans une période de crise est dramatique, etc. Mais il est également sûr qu'un syndicat qui se veut socio-politique devrait avoir la volonté de travailler à fond une série de thèmes et avoir une forme d'intervention qui n'éloignent pas ces secteurs du syndicat.

Si les Commissions ouvrières mènent à bien la lutte pour la paix, contre l'OTAN et les bases étrangères, non seulement pour gagner à elles des jeunes, mais parce que l'apport des travailleurs à ce mouvement est très important — et les CCOO ont une grande responsabilité pour obtenir la participation des travailleurs à cette mobilisation —, le syndicat serait une organisation attractive pour les jeunes qui luttent pour la paix, pour ceux qui se demandent où ils vont trouver du travail demain et, s'ils commencent à travailler, comment ils pourront affronter le patronat.

De même, si les CCOO n'étaient pas aussi « masculinisées » et se solidarisaient plus avec les luttes des travailleuses et les revendications féministes, le syndicat poserait avec plus de rigueur la question du drame vécu par les femmes, qui sont les premières renvoyées du travail et qui ont le plus de mal à en trouver. Mais, en étant autant « masculinisées » et en ayant assumé la dimension « femme » surtout pour la galerie ou parce qu'idéologiquement il est difficile de se prononcer contre, les CCOO font très peu pour et avec les femmes. De la même manière pour les chômeurs. Il est naturel que les chômeurs mènent des luttes radicales, et la direction des CCOO est prise de panique, mais vraiment de panique, face à ce type de luttes. Si, au lieu de cela, les CCOO se mettaient de leur côté dans ces luttes et défendaient à fond les revendications des chômeurs, le syndicat regrouperait plus de chômeurs dans ses rangs.

En plus, les CCOO doivent créer les structures organisationnelles nécessaires pour l'intervention dans ces secteurs : créer des secrétariats jeunes ou des groupes de jeunes dans toutes les localités ; donner aussi les moyens nécessaires pour faire fonctionner les secrétariats femmes ; ne pas se contenter de syndiquer les chômeurs, mais collaborer dans l'organisation de ces chômeurs, etc.

Il est sûr que les commissions ouvrières pourraient devenir attractives pour ces secteurs. Et le syndicat a besoin d'eux. ■

Propos recueillis par M. TAYLOR,  
« COMBATE », 10 juillet 1984.

3. Joaquín Nieto a aussi consacré une place dans son intervention à l'Amérique centrale et à la solidarité avec le Nicaragua révolutionnaire. C'est d'ailleurs ce qui lui a valu les félicitations du délégué de la Centrale cubaine des travailleurs, invité au congrès des CCOO.

## "Nous appelons à soutenir le FSLN"

Interview de Silvio Prado,  
responsable des relations internationales du FSLN

**A** l'occasion de la récente réunion des bureaux politiques des sections européennes de la IVe Internationale, qui s'est déroulée à la fin août, un responsable du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) avait été invité à venir y présenter l'état de la situation dans son pays et les dangers d'intervention américaine. De passage en Europe, Silvio Prado, responsable pour l'Europe de la Direction des relations internationales (DRI) du FSLN, a accepté de répondre positivement à cette invitation parce que, comme il l'expliqua lui-même, l'organisation invitante « représentait une composante du mouvement de solidarité ».

Au terme d'une journée de discussions, durant lesquelles le dirigeant sandiniste exposa l'analyse du FSLN sur la situation de son pays et répondit aux multiples questions sur la révolution nicaraguayenne et sur les positions politiques du FSLN sur divers sujets, Silvio Prado accorda à *Inprecor* l'interview exclusive que nous publions ci-après.

« INPRECOR » : — Quel est l'enjeu des élections du 4 novembre prochain et la signification que le FSLN leur donne ?

Silvio PRADO : — Par principe, nous avons toujours attribué un rôle secondaire aux consultations électorales. Le FSLN a toujours déclaré que l'essentiel ne résidait pas dans les élections au Nicaragua. Aujourd'hui, pour le peuple du Nicaragua, le plus important, c'est la défense de la révolution. C'est dans ce cadre que nous nous sommes lancés dans la préparation des élections pour le 4 novembre prochain, convaincus de ce que la droite n'était pas intéressée à y participer. Nous étions cependant décidés à lui donner les plus grandes facilités pour qu'elle y participe. Mais, dès le début, nous avons perçu qu'il y avait des directives et des instructions concrètes pour que la Coordinadora ne participe pas aux élections (1). Parce que, de toute manière, cela signifierait pour elle légitimer la défaite de la droite dans ces élections et, partant, une victoire en toute légalité du FSLN.

Ces élections ne faisaient donc pas l'affaire de qui ? De la droite, évidemment. Elles auraient convenu à la droite dans la seule mesure où celle-ci aurait pu faire passer le FSLN pour une force totalitaire, prête à tout pour y empêcher sa participation. Cependant, nous allons néanmoins organiser des élections parce que nous l'avions promis au peuple, depuis le triomphe de juillet 1979. Déjà en 1969, lorsqu'a été adopté le premier programme du FSLN, cela fait maintenant 15 ans, nous avons promis au peuple que nous organiserions des élections lors de notre triomphe. Il n'est donc pas vrai de dire que nous avons décidé de convoquer ces élections sur la base des pressions de l'Internationale socialiste. Cela est faux. Nous avons pris en considération les conseils de tout le monde, de tous les



Silvio Prado. (DR)

pays et des forces amies. Mais si nous les organisons, c'est pour notre propre convenance.

— Dans le Conseil d'Etat, les organisations de masse disposaient directement de représentants. Elles ont ainsi pu jouer un certain rôle lors de débats sur des questions les concernant. La forme nouvelle de représentation à la future Assemblée va-t-elle signifier un changement en ce domaine ?

— L'inquiétude qu'exprime cette question est liée au fait que vous ne connaissez pas bien l'histoire du Front et la situation réelle et concrète des liens des organisations de masse avec le FSLN. Tout d'abord, les représentants qui, jusqu'à maintenant sont au Conseil d'Etat pour les organisations de masse, c'est-à-dire les délégués de ces organisations de masse, sont tous sandinistes, tous membres du FSLN. Et ce n'est pas par hasard, mais parce que les dirigeants du peu-

ple étaient sandinistes, et cela dans tous les secteurs.

Dans la future Assemblée nationale seront représentés les délégués du FSLN qui sont membres des organisations de masse. C'est donc la même chose. Ce qui va un peu changer, c'est le caractère de la représentation. Avant, ces délégués représentaient leur organisation de masse, et maintenant, ils représenteront le Parti. Mais l'aspect fondamental reste néanmoins le secteur social qu'ils représenteront à l'Assemblée nationale. De telle manière que si un élu change de secteur social, il devra aussi changer sa représentation à l'Assemblée, parce que ce qu'il représente, c'est le secteur social auquel il appartient.

— Alors qu'il existe toujours un important secteur d'économie privée, on assiste à un glissement politique des secteurs bourgeois ayant soutenu la révolution vers la contre-révolution armée. Cela crée une situation quelque peu contradictoire et transitoire. Comment analysez-vous, dans ce cadre, le devenir de l'économie mixte ?

— L'existence de l'économie mixte a une raison d'être dans notre pays. Une fois de plus, c'est l'histoire qui nous l'enseigne. L'histoire nous montre que des paysans moyens et des paysans riches ont eu une position anti-somoziste, voire même révolutionnaire, et nous devons les conserver à nos côtés. Parce que leurs racines, leurs origines font qu'ils sont différents, et qu'il faut les gagner à la révolution. Beaucoup d'entre eux ont été des latifundistes, des propriétaires fonciers, et ont donné leurs terres à la révolution au moment de la victoire. Nous avons parfois installé des écoles militaires sur leurs terres. Il y a eu des guérilleros sur leurs terres, et certains avaient donné leurs terres à la révolution avant même la victoire de juillet 1979. Ils savaient ce qu'ils risquaient ...

Que se passe-t-il avec d'autres secteurs, les secteurs non patriotiques ? Jusqu'à un certain point, ils ont aussi été anti-somozistes, parce que Somoza représentait pour eux un rival, et pas seulement un adversaire politique, mais principalement un adversaire économique. Somoza, à mesure qu'il s'est enrichi, s'est transformé en un monopoliste ennemi économique de ces secteurs. C'est pour cela qu'ils se sont opposés au somozisme et non pas parce qu'ils étaient profondément anti-somozistes. C'est ce processus qui explique l'apparition du Parti libéral indépendant (PLI), du Parti conservateur démocrate (PCD), d'autres partis d'opposition, d'Alfonso Robelo, etc. Leur intérêt tactique exigeait le renversement

1. La Coordination démocratique « Ramiro Sacasa », qui refuse de participer aux élections, regroupe des forces bourgeoises d'opposition, à savoir le Parti libéral constitutionnel (PLC), le Parti social-démocrate (PSD), le Parti social-chrétien (PSC), le Conseil supérieur des entreprises privées (COSEP), la Centrale des travailleurs du Nicaragua (CNT) et la Centrale d'unification syndicale (CUS).

du somozisme pour être en meilleure position et augmenter leurs profits. Ils pensèrent de façon erronée que la révolution allait le leur permettre. Ils se sont trompés. Ils se sont complètement trompés, parce que la révolution ne leur a pas accordé un seul pouce d'espace pour qu'ils s'enrichissent. Et quand Robelo se rendit compte que la révolution était une chose sérieuse, que c'était une révolution sociale, profonde, qui ne suivait pas une voie réformiste, il a pris peur et il est parti, comme Eden Pastora et comme d'autres encore ... Ils pensaient que la révolution allait s'arrêter le 19 juillet 1979. Ils se sont trompés eux-mêmes.

Le PLI, par exemple, ce sont des gens qui ont été anti-somozistes pour défendre leurs intérêts. Ils ne pesaient pas sur des secteurs très importants. C'est le FSLN qui a dû se mettre à leur tête et jouer un rôle dirigeant dans la lutte contre la dictature. C'est lui, et non le parlementarisme bourgeois, qui décida la ligne militaire qui devait renverser le somozisme. Ce qui se passe, c'est que le PLI participe aux élections parce qu'il est soumis à des pressions externes. Personne n'ignore que c'est l'Internationale libérale qui finance le PLI. Le problème, pour eux, c'est d'avoir des sièges au Parlement où pouvoir discuter et attaquer le pouvoir, car ils savent que les idées libérales appartiennent au siècle passé et qu'elles ont cessé d'être révolutionnaires il y a longtemps. Depuis la formulation des idées du socialisme scientifique, du marxisme-léninisme, le libéralisme est devenu une idéologie obsolète, caduque.

— Comment définissez-vous aujourd'hui les secteurs patriotiques de la bourgeoisie qui soutiennent encore la révolution ?

— Ce que nous appelons les secteurs patriotiques, ce sont quelques partis qui sont intéressés au développement politique, et économique surtout, du pays. Certains pensent que la révolution les sert, qu'elle peut leur donner un cadre de développement, ou au moins leur permettre de maintenir leur capital. Nous n'avons pas intérêt, dans l'immédiat, à décréter que tout doit devenir la propriété de l'Etat dans tous les domaines. C'est un processus qui prendra du temps. Certaines conditions doivent être réunies. Il faut laisser mûrir les choses.

Pour nous, ces couches représentent déjà un secteur limité. Certains nous ont rejoint, ils sont avec le FSLN. D'autres sont avec le Parti conservateur, le Parti populaire social-chrétien (PPSC), et d'autres ne sont dans aucun parti politique, mais appuient la révolution. C'est ce que nous appelons le secteur patriotique de la bourgeoisie, ceux qui investissent dans le pays. Malheureusement, il n'y en a pas beaucoup. La bourgeoisie, pour l'essentiel, est anti-patriotique.

— Quel est l'état de l'agression impérialiste dans le domaine militaire ?

— La situation militaire est caractérisée par la stagnation des agressions des



Les candidats du FSLN, Sergio Ramirez et Daniel Ortega, en campagne électorale. (DR)

mercenaires sur les différents fronts de la guerre. Cela est lié à la tactique de l'impérialisme, qui consiste à ne pas en finir avec la révolution nicaraguayenne, mais à freiner sa marche en avant et à circonscrire la révolution à nos frontières. C'est, si l'on veut, une politique de pourrissement. Pour cela, ils ont besoin de forces nombreuses, de ressources techniques importantes : des avions, des armes sophistiquées pour freiner l'offensive des forces révolutionnaires ... De plus, les USA doivent accentuer leur agression pour pouvoir négocier avec nous à partir d'une position de force. Ils ont donc poussé les mercenaires à s'ancreur sur le territoire national, à se maintenir à l'intérieur du pays. L'agression a donc pour but d'incruster une force mercenaire dans le pays, à l'intérieur, mais de manière souple.

Notre tactique consiste justement à éviter que ces mercenaires ne s'installent, qu'ils puissent s'ancreur dans un endroit. Nous les poursuivons pour qu'ils ne puissent avoir aucune attache permanente. Nous cherchons à les fatiguer et à les expulser du pays, à en finir avec eux. Nous sommes d'ailleurs en train, en ce moment même, de procéder à l'encercllement et à l'anéantissement de plusieurs de ces forces qui avaient pénétré au centre du pays. Pour l'instant, le seul signe d'agression extérieure est donné par la concentration de forces ennemies à la frontière du Costa Rica, où plusieurs milliers de contre-révolutionnaires de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) et de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) sont concentrés pour renforcer leur front sud, qui a été affaibli, et essayer de donner de l'oxygène au nord, dans le but de desserrer la pression que nous exerçons sur leurs troupes.

— En fonction des échéances politiques que constituent les élections nicaraguayennes du 4 novembre et les présidentielles américaines, et des dangers d'intervention impérialiste, quelles sont, à ton avis, les tâches de la solidarité internationale ?

— Les dangers d'une intervention nord-américaine directe existent aussi

bien avant les élections qu'après. La question est de savoir à quel point les Nord-américains ont mesuré les problèmes posés par une telle intervention. Ils ont les moyens d'intervenir de façon offensive quand ils veulent. Ils ont des forces au Honduras, au Panama, sur l'Atlantique, le Pacifique. Tout dépend de la décision de leur Conseil national de sécurité. Quand celui-ci le décidera, ils interviendront. S'ils voient que le coût du maintien de l'agression actuelle est le même que celui d'une intervention directe, ils s'y lanceront. Peut-être le niveau de l'agression n'est-il pas encore assez élevé pour amener cette intervention ? Cependant, nous pensons que, petit à petit, les forces nord-américaines sont de plus en plus impliquées dans la guerre, et que cela favorise un investissement aussi important que s'ils intervenaient directement au Nicaragua.

Quant les Nord-américains vont faire leurs comptes et qu'ils arriveront à la conclusion que cela revient au même de financer la contre-révolution que d'intervenir directement, alors ils interviendront. Les risques d'intervention sont donc équilibrés, avant et après les élections nicaraguayennes.

— Ne crois-tu pas néanmoins que la période des élections doit être mise à profit pour multiplier les initiatives de solidarité internationale ?

— Indiscutablement. Parce que la propagande impérialiste cherche à présenter ces élections comme illégitimes et malhonnêtes. La propagande yankee veut faire croire que les sandinistes manipulent les élections. C'est pour cela qu'il faut des actions de solidarité, de reconnaissance, d'appui de la part des forces progressistes mondiales, à la révolution sandiniste et au FSLN. Il faut un appui de parti à parti. Nous appelons donc tous les partis politiques progressistes à prendre position en faveur et en soutien au FSLN, en tant qu'avant-garde de la révolution nicaraguayenne. ■

Propos recueillis par Vincent KERMELE,  
30 août 1984.

# Après la IIe Convention internationale sur le désarmement nucléaire

## Le bilan de la rencontre de Pérouse

LE déploiement des premiers missiles de l'OTAN en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest (RFA) et en Italie, à l'automne 1983, avait pu laisser penser que cela sonnerait le glas du mouvement pour la paix dans ces pays. Il n'en est rien. Certes, les mobilisations annoncées pour cet automne seront sans aucun doute en retrait par rapport à celles de l'an passé. Ne serait-ce que parce que les mouvements pour la paix des pays où les euromissiles n'ont pas encore été installés, comme la Belgique et la Hollande, ont décidé de concentrer leurs efforts de mobilisation durant les mois précédant la date de leur déploiement, en 1985. Il est vrai que le mouvement a aussi connu des moments difficiles l'hiver dernier, en particulier en RFA et en Italie, pour redéfinir des perspectives d'action, alors que les gouvernements capitalistes européens ne tenaient aucun compte de l'opposition explicite de millions de personnes à leur politique militariste.

Mais les mobilisations massives de ce printemps en Hollande, en Espagne et en RFA sont là pour attester du maintien de la détermination à lutter pour la paix (1). La 3e Convention du Mouvement pour le désarmement nucléaire en Europe (END), qui s'est tenue à Pérouse en Italie, fin juillet, a elle aussi montré que, loin d'être sur la voie du découragement, les forces vives du mouvement entendaient poursuivre le combat. 1 200 personnes s'étaient rassemblées pour cette rencontre internationale, dont l'un des traits les plus marquants fut la présence des comités officiels pour la paix de divers pays de l'Est — soviétiques en tête — et ... l'absence de militants des groupes pacifistes indépendants de ces mêmes pays, auxquels les autorités bureaucratiques avaient refusé leurs visas. Les principaux thèmes à l'ordre du jour concernaient les perspectives du mouvement après les premiers déploiements, la question du bassin de la Méditerranée et de la politique de l'OTAN dans cette région, et le « dialogue » avec les mouvements à l'Est et dans le reste du monde.

Jacqueline ALLIO

Cette Convention n'a certainement pas satisfait ceux qui en attendaient la définition collective de perspectives d'action. Rien n'était en effet prévu dans ce sens par les organisateurs, et le dialogue de sourds qui s'installa dès le premier jour avec les représentants des pays de l'Est ne fit rien pour arranger les choses. Mais cette rencontre a au moins permis de mettre clairement en minorité le courant le plus droitier du mouvement pour la paix. Les sirènes réformistes qui, depuis l'automne dernier, préconisaient l'adoption de stratégies plus « réalistes », en ont été pour leurs frais. Conscients de l'impopularité de leurs propositions de compromis, leurs représentants se sont d'ailleurs montrés plutôt discrets dans les débats. Lors de l'assemblée de clôture, Mient-Jan Faber, l'un de leurs principaux porte-parole et dirigeant du Conseil interconfessionnel pour la paix (IKV), de Hollande, a dû prendre en compte les propositions d'action de caractère international mises en avant par les délégués des divers pays, qu'il s'agisse du soutien aux manifestations qui seront organisées en RFA fin septembre à l'occasion des manœuvres de l'OTAN, de la participation de délégués de tous les pays à la manifestation prévue à Rome au moment de la réunion des ministres de la Défense des sept pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) les 26 et 27 octobre prochains (2), de la

solidarité active qui s'impose avec la campagne pour un référendum institutionnel contre les missiles en Italie, ou des actions de soutien à la lutte des peuples d'Amérique centrale qui, à l'appel des dirigeants sandinistes, seront prises cet automne par les mouvements pour la paix d'une série de pays européens.

Comme les précédentes conventions de l'END, à Bruxelles en 1982 et à Berlin en 1983, celle de Pérouse ne donnait qu'une vision très déformée de la réalité et des activités des mouvements européens. Convaincus du caractère bureaucratique de telles rencontres, de très nombreux groupes des courants les plus combattifs refusent en effet d'y envoyer des délégués, et les mécanismes de désignation des délégations assurent un poids majeur à l'aile réformiste du mouvement, le plus souvent sur-représentée dans les instances de direction ou de coordination des mouvements nationaux.

Il faut aussi souligner l'impact qu'a eu la présence à Pérouse de nombreuses personnalités politiques et syndicales de divers horizons, parmi lesquelles Ken Coates, président de la Fondation Bertrand Russell, Ron Todd, secrétaire du syndicat britannique des transports, Luis Echeverria, ancien Président mexicain, Luciana Castellina et Lucio Magri, députés du Parti d'unité prolétarienne (PDUP, Italie), Tony Benn, dirigeant de la gauche du Parti travailliste anglais, Bruno Trentin, dirigeant syndical italien de la CGIL,

l'écrivain Alberto Moravia, Jiri Pelikan, Ilan Halevi, représentant de l'OLP à Paris, Nidle Jotti, président de la Chambre des députés en Italie, Andreas Hegedus, ancien Premier ministre hongrois, etc., etc.

Cette hétérogénéité constitue aussi la richesse et la force du mouvement. Le fait qu'un Olafur Grimsson, représentant des « Parlementaires pour un ordre mondial » ait tenté de convaincre la Convention de l'importance des négociations entre gouvernements non-alignés et des aspirations hautement démocratiques d'une Indira Gandhi ou d'un Miguel de la Madrid (Président du Mexique) est en soi secondaire. Ce qui importe le plus, c'est que les représentants de la Commission anti-OTAN, de Madrid, et plus généralement la délégation espagnole, qui représentait l'aile la plus avancée de cette conférence, ait pu faire valoir son point de vue d'ensemble, suivant lequel la paix ne saurait exister « sans un monde libéré du colonialisme, du racisme, de l'oppression, de la pauvreté et du sexisme » (3). Autre élément positif, le fait que la position du Parti communiste italien (PCI) qui, dix jours avant le début de la Convention, proposait à la coordination nationale italienne de renoncer à toute mobilisation de masse cet automne, s'est vue mise en minorité par les propositions d'action faites par des militants de gauche italiens, appuyés par les délégués d'autres pays.

## LA DÉRIVE DES COURANTS DROITIERS

« Il faut reconnaître qu'en cette période de l'après-déploiement, le mouvement pour la paix est parvenu à un tournant. Des groupes influents reconnaissent la nécessité de passer des seules protestations contre les armes nucléaires vers un programme visant à donner des résultats politiques. Ce qui signifie passer d'un mouvement fondé sur la protestation et la peur à un mouvement qui met l'accent sur des propositions de paix constructives, telle que la défense défensive, une politique étrangère non-agressive, (...) (4) » Ce genre d'affirmation, émanant de l'une des personnes les plus en vue de l'END de Grande-Bretagne, est typique des propos tenus par les dirigeants réformistes du mouvement depuis l'automne dernier. Après le déploiement des premiers missiles, ils se sont empressés de conclure à l'échec des mobilisations, cherchant des voies de traverse débouchant sur des compromis avec les gouvernements capitalistes. C'est ainsi qu'on a vu M.-J. Faber pro-

1. Cf. *Inprecor* numéro 175 du 11 juin 1984 et numéro 177 du 9 juillet 1984.

2. L'assemblée de l'UEO est la seule instance européenne habilitée à traiter des problèmes de défense. Elle regroupe les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la RFA, de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.

3. « Contre le militarisme. Pour une culture de la paix ». Document de la Commission anti-OTAN, de Madrid, présenté lors d'un des forums de la Convention.

4. « Le mouvement a-t-il un caractère transitoire ? », de Meg Beresford, document de la Convention.

poser ce printemps d'accepter le déploiement d'un nombre limité de missiles en Hollande « à certaines conditions ». Quant à Mary Kaldor, personnalité bien connue du mouvement britannique, dans son obsession à définir une « politique de défense alternative », une « défense défensive », elle est allée jusqu'à proposer un « effort de réorientation de la stratégie de l'OTAN vers une politique de défense conventionnelle » (5). Comme si le but de l'OTAN n'était pas de défendre les intérêts de l'impérialisme par tous les moyens, fût-ce au prix d'un soutien ouvert à des régimes sanguinaires comme celui des généraux turcs ! Comme si Thatcher n'était pas d'accord avec Reagan ! Comme si l'OTAN pouvait se transformer en un club d'individus préoccupés par le sort des peuples européens !

Dans leur tentative désespérée pour concilier l'inconciliable, les Faber et les Kaldor inventent une Europe neutre qui ne demanderait qu'à se désengager de l'emprise des USA. « L'Europe est un continent occupé » (sic !), déclarent-ils. Et pour mieux persuader les militants pacifistes de la nécessité de « changer de cap », ils vont jusqu'à affirmer : « En échouant (à empêcher le déploiement des missiles, ndlr.), nous sommes peut-être devenus des agents involontaires dans la nouvelle guerre froide » (6) ... Il est significatif que de telles positions soient relayées par celles d'un homme comme Fernando Claudin qui, pour être un ancien militant communiste, n'en est pas moins l'un des adversaires déclaré des objectifs politiques du mouvement pour la paix de son pays, dont l'une des deux principales revendications est, avec celle de « *Dehors les bases américaines !* », « *Espagne hors de l'OTAN !* » Obsédé par la menace que, selon lui, l'URSS fait planer sur le monde occidental, Claudin regrette certes que l'OTAN se trouve sous la coupe des USA, mais y voit néanmoins un « *organisme de défense dont l'Europe occidentale a besoin* ». Il n'hésite pas à affirmer : « *Travailler dans l'OTAN pour la paix, pour une Europe unie et autonome, ce n'est pas seulement la possibilité la plus réaliste pour notre démocratie, mais une position conséquente d'un point de vue moral.* » (7)

Le fait que des positions analogues soient exprimées au sein du mouvement dans d'autres pays indique l'ampleur des enjeux de la bataille politique qu'il faudra mener dans les mois à venir pour arriver à une définition correcte des perspectives stratégiques du mouvement. Cela en dit long également sur la profondeur du désarroi qui a saisi les courants les plus droitières du mouvement, à la suite des premiers déploiements. Pour de nombreux militants réformistes, sincèrement engagés dans la lutte contre les missiles mais incapables d'inscrire leur combat dans une perspective antimilitariste et anti-impérialiste conséquente, il convient de reconnaître l'échec du mouvement et de chercher de nouvelles voies en partant du fait accompli que constitue le déploiement des euromissiles dans divers pays. D'où l'accent renouvelé mis sur les propositions

de gel et de négociations, sur la politique de détente, etc. D'où l'insistance d'un Ken Coates sur la nécessité de « *trouver une issue positive* » à la 3e session de l'ONU sur le désarmement, qui se tiendra à Genève à l'automne 1985.

Ce repli vers des solutions négociées au sommet explique aussi le revirement de nombre des organisateurs de la Convention de Pérouse qui, d'attaques virulentes contre le gouvernement soviétique et ses alliés et de déclarations de soutien inconditionnel aux groupes pacifistes indépendants à l'Est à Berlin l'an passé, en sont venus à une attitude plus que modérée, cherchant à établir des relations privilégiées avec les bureaucrates des comités officiels. Dans leur opportunisme, ils sont allés jusqu'à condamner ceux des congressistes de Pérouse qui osaient s'en prendre à la politique répressive des soviétiques contre les pacifistes indépendants à l'Est.

### LE DÉSARROI DES REPRÉSENTANTS DES MOUVEMENTS OFFICIELS DE L'EST

Les comités officiels pour la paix, courroies de transmission des gouvernements des pays de l'Est, avaient en effet envoyé des délégations de poids à Pérouse. On pouvait craindre une manœuvre orchestrée. On se trouva devant une opération de charme ... manquée. Pour ces bureaucrates joufflus et bien nourris, Pérouse a sans doute constitué une leçon de choses plus qu'éprouvante.

Dès l'ouverture de la Convention, ils étaient mis sur la sellette. A la mention des sièges laissés vides en hommage aux 59 militants pacifistes indépendants de l'Est et de la Turquie n'ayant pas reçu l'autorisation de sortir de leurs pays, une foule de militants, bâillonnés et portant des banderoles réclamant la liberté d'expression et d'organisation à l'Est comme à l'Ouest, ainsi que la libération de tous les pacifistes emprisonnés, envahissait la tribune, d'où le président de séance — Ken Coates en l'occurrence — essayait en vain de les refouler, proclamant la non-responsabilité du comité organisateur face à de tels « désordres ». A cette initiative lancée par des militants des Verts allemands, par ceux de Democrazia Proletaria (DP) et de la IVe Internationale, et appuyée spontanément par de nombreux congressistes, les soviétiques ripostèrent par une déclaration à la presse menaçant de quitter la conférence. Le lendemain, dans les forums, ils étaient systématiquement interpellés sur la politique militariste de leur gouvernement ... mais ils restaient.

Le surlendemain, la conférence de presse qu'ils avaient décidé de donner était le théâtre d'une cascade d'interventions et de questions les sommant d'expliquer pourquoi tel militant pacifiste était en prison en Estonie, tel autre à Moscou — les militants de la IVe Internationale avaient distribué un tract à la presse portant sur des dizaines de cas —, ce que leurs troupes faisaient en Afghanistan, comment ils pouvaient justifier les dépen-

ses militaires de leur gouvernement, s'ils avaient des informations sur le lieu exact de stationnement des missiles soviétiques en URSS et dans les autres pays de l'Est, etc. Les pancartes brandies et les quolibets fusant devant leurs réponses traitant les pacifistes indépendants de « hooligans » ne les décourageaient pas pour autant. Le lendemain, ils étaient toujours là ...

Ils finirent par s'en aller de l'assemblée de clôture, lorsqu'une jeune Allemande de l'Est prit le micro pour expliquer comment elle venait d'être expulsée de RDA, après avoir subi une peine de plusieurs mois de prison pour ses activités pacifistes. Mais ils sont partis en catimini, incapables même d'avoir pu se mettre d'accord sur une déclaration commune avec les divers délégués des comités liés au Conseil mondial pour la paix (mouvement pacifiste contrôlé par Moscou), les Partis communistes d'Italie, d'Espagne et de France, en particulier, traînant les pieds. Ils durent finalement se rendre à l'évidence : leur opération de charme avait lamentablement échoué face à l'exigence des militants pacifistes présents à Pérouse de conserver leur indépendance, à la fois par rapport à leurs propres gouvernements et par rapport à la bureaucratie soviétique.

### LES INITIATIVES DES SECTEURS COMBATIFS

Cette exigence fut portée tout au long de la Convention par de nombreux délégués qui, plutôt que l'émergence d'un courant de gauche, traduisaient l'existence de secteurs combattifs dans les divers mouvements nationaux. Et tout particulièrement les femmes qui, dès le premier jour, avaient décidé de se regrouper pour protester contre le caractère « machiste » de l'organisation de la Convention et pour affirmer leur détermination à ce que cette rencontre reste celle de tous les participants et non celle d'une poignée d'experts et de leaders au verbe haut. Le discours rédigé collectivement, qui fut lu par l'une d'entre elles à la tribune le dernier jour — après avoir forcé la main des organisateurs qui entendaient ne donner la parole qu'à des « invités d'honneur » —, fut l'un des plus radicaux de cette Convention, tant du point de vue de l'analyse des objectifs politiques que des tâches du mouvement à l'échelle internationale.

Ces secteurs combattifs s'exprimèrent sur une série de points : en soutien aux militants pacifistes à l'Est et à la lutte des peuples d'Amérique centrale, par un rejet déterminé de la politique de l'OTAN, et par leur insistance sur la nécessité de poursuivre dans la voie des actions de

5. « *Banishing the fear factor* », article de Mary Kaldor, paru dans *New Socialist*, Londres, janvier-février 1984.

6. « *Le seul moyen de sauver la détente* », document de la Convention, signé par M.-J. Faber et M. Kaldor.

7. « *L'OTAN : les raisons de ne pas en sortir* », article de Fernando Claudin et Ludolfo Paramio paru dans *El Pais*, Madrid, 16 juin 1984.

masse susceptibles de créer un rapport de forces favorable face à la politique militariste des gouvernements. L'appel reprenant ces divers points et synthétisant les positions les plus avancées qui s'étaient exprimées durant la Convention (voir encadré) reçut un écho très favorable. En une journée, plus d'une centaine de délégués représentatifs dans leurs mouvements respectifs l'avaient signé, y compris des représentants de la plupart des pays ouest-européens (notamment ceux de l'Etat espagnol), des exilés des pays de l'Est et le président du Comité de la paix du Nicaragua. Cette initiative, dont les militants de la IVe Internationale présents à Pérouse furent pleinement partie prenante, ne pouvait néanmoins à elle seule permettre de dépasser l'éclatement des discussions sur les perspectives d'action. Quelques pas en avant dans ce sens ont pourtant été faits.

Une initiative prise par des militants allemands au lendemain de la Convention de Berlin pour établir des contacts avec des pacifistes indépendants de l'Est s'est concrétisée à Pérouse par la diffusion d'un texte de la gauche du mouvement, signé conjointement par des pacifistes de

l'Est et de l'Ouest, et mettant l'accent sur la nécessité d'une collaboration étroite entre eux. La perspective de rencontres spécifiques à partir de là et la mise en place d'un secrétariat composé avant tout d'exilés des pays de l'Est devrait permettre de faire avancer les débats amorcés.

Bien que le thème de la Méditerranée ait été relégué à la portion congrue par les organisateurs peu soucieux d'aborder de front un problème qui ne pouvait que mettre en évidence les contradictions des courants réformistes sur la question de l'OTAN, les contacts établis entre les militants espagnols et une partie des délégations grecque et italienne laissent espérer que des actions communes pourront voir le jour dans les mois qui viennent. La participation des uns et des autres à la manifestation de Rome, fin octobre, en sera un premier test.

Enfin, les contacts noués entre les diverses délégations et les représentants des comités de paix d'Amérique centrale devraient permettre aux secteurs les plus radicaux du mouvement pour la paix de prendre des initiatives dans leurs pays pour exprimer concrètement leur soutien actif aux peuples confrontés à l'agression impérialiste, qui vivent la guerre au quoti-

dien. Les élections simultanées aux USA et au Nicaragua, en novembre prochain, et les adresses lancées par les dirigeants sandinistes aux mouvements pacifistes européens pour qu'ils appuient leur combat, sont autant d'occasions offertes à ceux qui inscrivent leur lutte dans une perspective clairement anti-impérialiste pour manifester leur solidarité internationaliste avec les peuples d'Amérique centrale. Les ovations qui, lors de l'Assemblée de clôture, précédèrent et suivirent l'intervention de Mariano Miranda, président du Comité de la paix du Nicaragua, témoignaient de l'état d'esprit des délégués face aux appels qui leur avaient été lancés dans ce sens.

Quant aux femmes, elles ont décidé d'appeler à une conférence spécifique durant les deux jours précédant la prochaine Convention, afin de mettre en commun leurs expériences et de s'assurer que leur point de vue soit entendu lors de la rencontre d'Amsterdam.

## LES ASPECTS NÉGATIFS DE LA CONVENTION

En premier lieu, parmi les faiblesses de la Convention de Pérouse, il faut noter le peu de poids accordé au lien entre le mouvement pour la paix et le mouvement ouvrier. A Berlin, en 1983, une série de forums — parmi les plus intéressants de la Convention — avaient réuni de nombreux syndicalistes débattant des initiatives possibles dans les syndicats et les entreprises, et de la manière d'aborder la question de l'emploi et de la reconversion des industries d'armement. Aussi limitées soient-elles, on sait combien les grèves symboliques qui ont eu lieu depuis lors en RFA, au Danemark et en Hollande ont été importantes pour propager les objectifs du mouvement pour la paix en milieu ouvrier.

Or, malgré la très grande sensibilité manifestée par certains délégués à Pérouse — en particulier des délégations espagnole et italienne —, ces thèmes n'ont fait l'objet que de peu de débats. Les militants danois venus en Italie pour lancer l'idée d'une grève populaire à l'échelle européenne ont certes pu établir de nombreux contacts avec d'autres délégués intéressés, mais sans trouver le répondant qu'ils escomptaient. Le thème de l'austérité était présent en filigrane dans des interventions dénonçant l'importance des budgets militaires et les programmes de modernisation de l'armement conventionnel adoptés par les Parlements au détriment des budgets sociaux. Mais la préoccupation de lier ces questions entre elles et de trouver des formes d'action permettant de sensibiliser les travailleurs à la lutte pour la paix ne fut jamais présente centralement. Les exemples très positifs de la grève appelée par la centrale syndicale hollandaise FNV au mois de mai, sur le thème « *Non à la bombe ! Non au "paquet de juillet" !* » (mesures qui remettaient en cause des allocations de chômage), pas plus que celui des marches conjointes organisées par les femmes de Greenham Common et les

### DECLARATION DE MILITANTS POUR LA PAIX

Les délégués soussignés à la 3e Convention européenne pour le désarmement nucléaire (END), qui s'est tenue à Pérouse, estiment que les questions suivantes sont prioritaires dans les mobilisations à venir.

1. *La liberté d'expression, d'organisation et de circulation est indispensable pour la lutte pour la paix, à l'Est comme à l'Ouest.* Nous avons manifesté notre réprobation à l'égard de la répression contre le mouvement pour la paix en Turquie, tout comme nous avons protesté auprès des représentants soviétiques, durant la Convention pour la répression dont sont victimes les pacifistes indépendants à l'Est. Nous n'accepterons jamais qu'ils soient sacrifiés au profit d'initiatives diplomatiques en direction des comités de paix officiellement autorisés.

2. *Le rejet des missiles, de l'OTAN, de tous les — nouveaux — efforts en direction d'une force de défense ouest-européenne, nucléaire et conventionnelle.* Nous refusons la présence de bases étrangères, avant tout américaines en Europe. Nous refusons aussi l'idée d'une OTAN basée exclusivement sur des armes conventionnelles, tout comme l'illusion d'une dissuasion nucléaire nationale ou multinationale. Les peuples d'Europe doivent pouvoir se prononcer librement sur la question de l'OTAN, des bases étrangères et des armes nucléaires par référendum. Les peuples d'Europe doivent rejeter l'illusion qu'une force européenne de défense autonome garantirait plus de sécurité et de bien-être. Au contraire, une telle perspective ne ferait qu'augmenter les dangers de guerre et impliquerait d'autres vagues de militarisation en Europe. Ce qui se traduirait inévitablement par de nouvelles augmentations des budgets de guerre et par une politique d'austérité accrue.

3. *La solidarité avec les peuples du Nicaragua et les autres peuples d'Amérique centrale.* Une menace terrible pèse sur le Nicaragua et les peuples en lutte en Amérique centrale. Ils luttent pour la paix, la justice et l'auto-détermination. Tout comme nous refusons la Pax Americana en Europe de l'Ouest — en particulier la répression des généraux de l'OTAN contre le peuple turc —, nous refusons une intervention US en Amérique centrale.

4. *Le mouvement pour la paix est plus que jamais vivant et actif.* La lutte contre les missiles est plus que jamais nécessaire. 1985 sera une échéance décisive pour le mouvement de la paix européen pour empêcher le déploiement des missiles aux Pays-Bas et en Belgique, et pour exiger le démantèlement des missiles déjà déployés. Le moment n'est pas au recul et à l'hésitation.

Nous nous engageons à préparer, dès l'automne 1984, de nouvelles vagues de résistance de masse contre le militarisme, contre le réarmement conventionnel et nucléaire, contre l'OTAN, pour une Europe dénucléarisée, pour la paix, la liberté et le désarmement à l'Est comme à l'Ouest. ■

femmes de mineurs en Grande-Bretagne, n'ont suffi pour que cet aspect décisif du mouvement pour la paix soit mis au centre des débats.

Les militants marxistes-révolutionnaires auront un rôle décisif à jouer dans l'année qui vient, pour que les secteurs combattifs s'opposant aux perspectives défaitistes du courant droitier unissent leurs forces encore éclatées pour influencer le cours du mouvement à l'échelle internationale et peser de tout leur poids dans les débats de la prochaine Convention d'Amsterdam en 1985, pour que, dans tous les pays, les mouvements maintiennent le cap sur des initiatives — manifestations de rue, grèves, référendums — permettant de rassembler les larges masses, que ce soit contre le déploiement ou pour le retrait des missiles déjà installés, contre les bases de l'OTAN ou contre la force de frappe nationale, comme en Grande-Bretagne, par exemple, où les prochaines manifestations seront centrées sur les missiles Trident.

Partout, le souci doit être de faire progresser la conscience anticapitaliste du mouvement, en mettant en lumière la politique économique des gouvernements capitalistes, en opposant à toute menace de réduction des dépenses sociales l'exigence de la réduction des dépenses d'armement, et en proposant des formes d'action impliquant des couches toujours plus larges de la classe ouvrière.

Partout, il faut s'appuyer sur les occasions concrètes de faire progresser la conscience anti-impérialiste des masses mobilisées contre la menace de guerre nucléaire en dénonçant systématiquement les agressions du gouvernement de Ronald Reagan en Amérique centrale et en opposant les objectifs poursuivis par la révolution nicaraguayenne aux visées destructrices de l'impérialisme.

Partout, il faut avoir le souci de faire progresser la conscience antibureaucratique, en développant la solidarité active avec les mouvements indépendants à l'Est, en soutenant activement les victimes de la répression, en dénonçant l'acceptation de l'escalade de la terreur par la bureaucratie, et en suscitant la sympathie des militants pacifistes indépendants de l'Est pour les objectifs de désarmement unilatéral du mouvement à l'Ouest, afin de combattre les illusions qui existent dans ces pays sur la nature et le véritable but de la politique de l'impérialisme.

Car une chose est sûre : la capacité du mouvement pour la paix à créer des rapports de forces favorables et à remporter des victoires, même partielles, face aux gouvernements capitalistes auxquels il s'affronte, dépendra à la fois de la poursuite des mobilisations de masse contre l'armement nucléaire et contre la politique de l'OTAN, et de l'affirmation d'un courant de gauche au sein du mouvement, conscient des enjeux politiques du combat pour la paix et de la nécessité de lier celui-ci au combat de la classe ouvrière toute entière. ■

Jacqueline ALLIO,  
12 septembre 1984.

## Pas de charbon pour la Grande-Bretagne ! Victoire pour les mineurs britannique !

*Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, du 6 septembre 1984*

Le Syndicat national des mineurs britanniques (NUM) est en grève depuis maintenant six mois pour lutter contre la tentative de la direction des charbonnages de supprimer 20 000 emplois, fermer 20 puits, détruire des communautés minières entières et briser la puissance du NUM. Au cours de cette lutte, cinq mineurs sont morts à cause de leur engagement dans la grève, deux se trouvent à l'hôpital entre la vie et la mort, et il y a eu 5 000 interpellations. Les régions minières sont presque devenues des Etats policiers, du fait de la mobilisation de 20 000 policiers, du blocage des routes, et de l'occupation permanente par la police des zones minières clés. Les biens du NUM de la région du Pays de Galles du Sud ont été saisis par ordre des tribunaux.

Toute cette offensive contre les mineurs a été préparée par le Parti conservateur depuis dix ans et présentée en 1978, dans un plan rédigé par Ridley, qui est aujourd'hui ministre des Transports dans le gouvernement de Margaret Thatcher. La confrontation, y compris l'opération policière massive, a été planifiée dans le détail par ce gouvernement pendant ses cinq années de pouvoir.

La violence de la réaction du gouvernement conservateur s'explique par l'enjeu que représente cette grève. Si les mineurs britanniques gagnaient, cela serait une défaite pour toute la politique du gouvernement Thatcher, et porterait aussi un coup à tous les gouvernements qui mènent une politique monétariste d'austérité. Pour cette raison seule, une victoire des mineurs serait une victoire de toute la classe ouvrière au niveau international.

La grève des mineurs britanniques constitue un maillon clé de la résistance de la classe ouvrière aux offensives des gouvernements capitalistes et bourgeois contre l'emploi et les salaires réels qui, en Europe, trouve son expression dans les luttes comme la bataille pour les 35 heures en RFA, la défense de l'échelle mobile en Italie, le mouvement de grève générale du secteur public en Belgique et les actions contre le chômage en France et dans l'Etat espagnol.

Les mineurs sont aussi une cible privilégiée pour les conservateurs, car c'était leur action qui avait fait tomber le gouvernement conservateur d'Edward Heath en 1974. Depuis cette date, les conservateurs ont comploté pour détruire la puis-

sance du Syndicat des mineurs, comme élément clé pour casser la force du mouvement ouvrier tout entier en Grande-Bretagne.

Les mineurs en grève ne reçoivent aucun soutien financier de leur syndicat, pour que celui-ci puisse consacrer ses fonds pour mener la lutte. Le gouvernement refuse de payer des allocations sociales aux grévistes, et il a réduit au strict minimum ces paiements à leurs familles. Le gouvernement importe aussi du charbon pour aider à briser la grève, rompant ainsi des accords conclus avec les dockers britanniques.

Les mineurs ont répondu en renforçant leurs piquets de grève. Leurs femmes se sont organisées, au niveau national et dans les localités, pour populariser la lutte et se battre côte à côte avec les hommes. La lutte exemplaire de ces femmes a constitué une source d'encouragement pour les grévistes et pour tout le mouvement ouvrier. Elles ont fait cause commune avec la lutte des femmes de Greenham Common contre les missiles. Les dockers ont organisé deux grèves nationales.

Du charbon polonais est toujours envoyé en Grande-Bretagne par le gouvernement de Jaruzelski. Le régime sud-africain d'apartheid en fournit aussi. Les actions de solidarité avec les mineurs britanniques qui sont déjà organisées doivent être renforcées et étendues.

Il y a maintenant un besoin urgent de solidarité internationale. La IVe Internationale s'engage à jouer son rôle :

— pour faire connaître la vérité sur la lutte des mineurs, à travers sa presse et en organisant des tournées des mineurs et de leurs femmes ;

— pour organiser le soutien financier et la solidarité matérielle avec les mineurs et leurs familles ;

— pour se battre dans les syndicats pour un blocage de toute livraison de charbon à la Grande-Bretagne.

— Pas de charbon pour la Grande-Bretagne !

— Victoire pour les mineurs britanniques ! ■

Secrétariat unifié (SU)  
de la IVe Internationale,  
6 septembre 1984.

## Nouvelle flambée de luttes des masses opprimées

*Déclaration du Secrétariat unifié de la IVE Internationale*

**L**a lutte des opprimés en Afrique du Sud vient de connaître de nouveaux développements. En quelques semaines, on a vu se combiner des mobilisations pour le boycott des élections aux chambres « métis » et « indienne » (qui ne concernaient pas les 20 millions de Noirs), des grèves et manifestations scolaires, des rébellions dans certaines townships, et ce sont les mineurs qui se préparent maintenant à la grève. Tout ceci s'inscrit dans une période marquée par la multiplication des luttes ouvrières dans les entreprises, le renforcement des syndicats indépendants non-raciaux et les progrès vers leur unification.

La preuve la plus éclatante de l'opposition résolue et du rejet viscéral de l'apartheid par la population vient d'être, entre autres, administrée par le boycott des élections raciales de la fin août 1984. Moins de 20 % des « Métis » et moins de 10 % des Indiens se sont rendus aux urnes pour la mascarade organisée par Pieter Botha. Celui-ci poursuit néanmoins la mise en place de ses réformes constitutionnelles et vient d'être désigné comme président de la République à la tête d'un Parlement à trois chambres séparées sur la base de critères raciaux. Fort de ses succès diplomatiques, qui lui ont permis la signature d'accords avec l'Angola et le Mozambique et le voyage de Botha en Europe, le régime raciste pensait pouvoir organiser en paix le ravalement de façade de l'apartheid. Il a bénéficié, pour cela, du soutien de l'administration Reagan et, en général, de celle de tous les gouvernements impérialistes.

Aujourd'hui, il se trouve pourtant confronté à des problèmes sur le front intérieur. Les réformes de façade qui, en fait, approfondissent la discrimination raciale, n'ont semé aucune illusion parmi les masses sud-africaines, dont le degré d'organisation va croissant. Les récentes mobilisations confirment la place centrale qu'occupent dorénavant les syndicats indépendants et les associations civiques. Ce sont des centaines de milliers de travailleurs, de femmes et de jeunes qui se retrouvent maintenant dans ces organisations. Les récentes luttes ont également montré un besoin de centralisation politique. A leur manière, le Front uni démocratique (United Democratic Front, UDF) et le Forum national (National Forum, NF) cherchent à combler ce vide, ce qui les place immédiatement sous les coups de la répression, au même titre que les militants clandestins du Congrès national africain (African National Congress, ANC).

L'une des leçons les plus importantes de ces derniers événements, c'est la combinaison des revendications sociales, économiques et politiques qui s'y est exprimée, ainsi que l'entrée en lutte, simultanément, de secteurs très divers du mouvement de masse. Les scolaires ont exigé la reconnaissance des conseils d'élèves et l'arrêt des sévices corporels ; les habitants des townships refusent les augmentations de loyers ; les mineurs demandent une augmentation des salaires. Mais toutes ces revendications se combinent avec une lutte pour les droits démocrati-



*Répression systématique de toute forme d'expression des masses opprimées. (DR)*

ques et syndicaux, lutte qui est assumée par tous ces secteurs comme un affrontement central avec le pouvoir raciste.

Cela démontre le caractère explosif de la situation, l'ampleur des tensions sociales accumulées et l'intensité de la question nationale. Cette combinaison des revendications montre que les masses opprimées ne désirent pas une réforme du régime, mais veulent abattre l'apartheid et l'exploitation.

L'arrestation de dizaines de dirigeants et de centaines de manifestants, l'assassinat de dizaines de Noirs durant les dernières manifestations illustrent ce qu'est la prétendue démocratisation de l'apartheid. Cela représente l'unique réponse du régime raciste à chaque mobilisation. Il est par conséquent nécessaire que les masses opprimées d'Afrique du Sud puissent trouver un appui international systématique. Il faut que le mouvement ouvrier et démocratique apporte son soutien permanent aux organisations que se sont données les masses noires sud-africaines et qu'il s'oppose, par ses mobilisations, aux collaborations en tout genre des pays impérialistes et autres avec le régime sud-africain.

La plus grande attention doit être portée à la situation actuelle en Afrique du Sud.

La IVE Internationale appelle ses sections et ses militants à participer à toutes les mobilisations de solidarité envers le peuple opprimé d'Afrique du Sud et à défendre toutes ses organisations. ■

Le Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale,  
9 septembre 1984.